

TORNATA DEL 3 DICEMBRE 1850

— 85 —

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

SOMMARIO. *Omaggio — Congedo — Interpellanza del senatore Della Torre intorno alle negoziazioni colla Santa Sede — Risposta del ministro di grazia e giustizia — Parole del senatore Luigi Di Collegno — Contro-risposta dell'interpellante — Si adotta l'ordine del giorno puro e semplice — Continuazione della discussione sul progetto di legge di sicurezza pubblica — Articolo 84: Approvazione di un emendamento del senatore Di Collegno Giacinto e degli articoli 84 e 85 — Adozione degli articoli 86 e 87 modificati dal senatore Alfieri — Emendamenti all'articolo 88 proposti dal ministro dell'interno e dai senatori Des Ambrois, relatore, Stara e Pollone — Approvazione dei medesimi e dell'articolo 88 — Articolo 89 approvato con un emendamento del senatore Demargherita — Nuova redazione complessiva degli articoli 90 e 91 proposta dal senatore Demargherita — Osservazioni dei senatori Stara, Deferrari e Luigi Di Collegno — Reiezione della proposta del senatore Demargherita e approvazione dell'articolo 90 — Dopo osservazioni dei senatori Alfieri, Deferrari e Stara sono approvati gli articoli 91, 92, 93 e 94 — Emendamenti del senatore Di Collegno Luigi agli articoli 95 e 96 — Parole dei senatori Alfieri, Stara, Demargherita, Des Ambrois, relatore, Castagnetto, Pinelli e De Fornari e approvazione degli articoli — Approvazione dell'articolo 18 stato sospeso al § 21 — Adozione di un emendamento del ministro dell'interno e dell'articolo 97 — Rinvio all'ufficio centrale degli articoli 98 e 99 e delle aggiunte dei senatori Sauli e Di Pollone.*

La seduta è aperta alle ore 1 1/2 pomeridiane colla lettura del processo verbale della tornata precedente il quale viene approvato.

(Le tribune pubbliche e private sono stipate di spettatori.)

ATTI DIVERSI.

QUARELLI, segretario, dà lettura di una lettera del ministro dell'interno colla quale si annunzia che venerdì, giorno 6 del corrente mese, alle ore 10, S. M. riceverà la deputazione del Senato per presentarle la risposta al discorso della Corona.

(Il Consiglio divisionale di Annecy manda una copia de'suoi verbali in omaggio al Senato.)

(Il senatore Vesme chiede un congedo di 15 giorni, che gli è accordato.)

INTERPELLANZA DEL SENATORE DELLA TORRE SUI NEGOZIATI COLLA SANTA SEDE.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Della Torre per l'interpellanza già annunziata (*Movimento generale di attenzione*).

DELLA TORRE. Messieurs les sénateurs, messieurs les ministres, dans une autre circonstance j'ai eu l'honneur de vous dire que depuis un certain temps nos négociations à Rome me paraissaient avoir été fort mal conduites; j'ai même dit, il me semble, qu'il n'y avait pas eu de véritables négociations.

Maintenant, messieurs, quand je considère l'état du pays, ses besoins, les difficultés où il se trouve, je vous avoue que je ne sais comment m'expliquer la mission de M. le commandeur Pinelli. Il vous est notoire, MM., que nos lois du 9 avril

n'ayant pas encore été sanctionnées par le Saint-Père, les lois de l'État et les lois de l'Eglise se trouvent encore en opposition sur certains points. L'État a le droit de punir ceux qui transgressent ces lois; mais il ne faut pas oublier que l'Eglise a le même droit. Ainsi, l'épiscopat, le clergé et les catholiques en général se trouvent dans la situation douloureuse de ne pouvoir concilier des devoirs opposés, et d'être en conséquence exposés aux punitions temporelles infligées par l'État, ou aux peines spirituelles promulguées par l'Eglise.

Il est évident, MM., qu'il était urgent de chercher à sortir d'une position aussi affligeante, en demandant à Rome, sauf quelques modifications à concerter, l'approbation des lois dont il s'agit. J'ajoute que je croyais la chose non-seulement faisable, mais encore facile, car, avant son départ de Turin, M. gr le nonce apostolique a dit à plusieurs personnes, à moi-même, que si on voulait suspendre la publication de ces lois, il était assuré de les faire approuver, au moins dans leurs principaux articles. Les premières lettres du cardinal Antonelli laissaient clairement apercevoir que le Saint-Père désirait concerter un arrangement avec nous; son bref à M. gr l'archevêque de Verceil et même sa dernière encyclique annoncent que Sa Sainteté est toujours dans les mêmes dispositions. D'après ces données, MM., d'après les difficultés dans lesquelles se trouve le pays, quel devait donc être l'objet de la mission de M. le commandeur Pinelli à Rome? Évidemment, MM., cette mission ne devait avoir qu'un but, celui d'obtenir, sauf quelques légères modifications, l'approbation des lois du 9 avril. Moyennant cette approbation, l'Eglise et l'État se trouvaient reconciliés; l'épiscopat, le clergé et les catholiques, en général, pouvaient obéir à toutes les lois de l'État sans crainte de blesser leur conscience. Au lieu de poursuivre un but facile à atteindre et si utile au pays, que devait faire M. Pinelli à Rome? Le bref de Sa Sainteté à M. gr l'archevêque de Verceil nous l'indique clairement: il devait 1° déclarer que nous ne considérons pas les concordats comme des traités,

et que par conséquent, nous nous croyons en droit de rompre celui qui a été conclu en 1841; et 2^o que l'État, puissance laïque, a le droit sans le concours du Saint-Siège, de modifier à son gré les points de discipline ecclésiastique. Admettre ces deux principes et déposséder de son siège M. gr l'archevêque Franzoni, étaient les conditions que nous prétendions imposer au vicaire de Jésus-Christ, à son vénérable représentant sur la terre, comme conditions préalables de toute négociation relative aux lois du 9 avril. Je vous demande, MM., si ce n'était pas invertir l'ordre naturel des négociations, laisser de côté le point important pour le pays et facile à faire admettre, pour nous jeter dans une discussion de principes et élever des prétentions dont nous ne pouvions raisonnablement espérer aucune solution satisfaisante. Voulez-vous vous en convaincre, MM.? Jetons un coup d'œil sur l'État de la catholicité dans l'univers.

Le monde catholique, selon les auteurs statistiques les plus estimés, se compose d'environ 200 millions d'individus; quelques auteurs portent le chiffre à 220 millions. Dans les deux hypothèses nous formons environ un cinquième de ce grand tout; le reste se compose de vastes empires, de puissants royaumes, de républiques de toute nature, d'États plus ou moins étendus; toutes les formes de gouvernement s'y trouvent, et cependant, malgré cette diversité de formes de gouvernements, de lois, de mœurs, d'habitudes, le monde catholique est une grande unité, et même l'unité est son signe caractéristique et distinctif. Comment cela a-t-il lieu, messieurs? Parce que tous ces États si divers s'accordent cependant à considérer le vicaire du Christ comme le suprême arbitre en matière de foi, le suprême régulateur en ce qui concerne les affaires religieuses. Tous les États sont en rapport constant avec le Saint-Père, tous font avec lui des concordats, des traités, des accords où sont définis les points, où l'Église et l'État doivent s'accorder. Le souverain Pontife veille à ce que ces accords soient toujours conformes aux lois de l'Église, aux décisions des conciles, et si dans quelques circonstances particulières il accorde des modifications à tel ou tel État, il maintient cependant toujours tout ce que les lois de l'Église ont d'invariable. Ainsi se conserve toujours la grande unité catholique.

Maintenant, MM., admettons qu'on établisse en principe que nous avons le droit d'annuler les concordats, de modifier à notre gré les points de discipline ecclésiastique sans le concours du Saint-Père, réfléchissez que s'il nous accordait ces droits, le Saint-Père ne pourrait les refuser à aucun autre État, car en droit, tous les États sont égaux. Figurez-vous ces empires, ces royaumes, ces républiques, ces États si divers, ayant des lois, des mœurs, des habitudes si différentes; figurez-vous-les tous investis du droit d'annuler les concordats, les accords, de modifier à leur gré les points de discipline ecclésiastique, et songez à l'extension qu'on peut donner à ces mots: points de discipline ecclésiastique, car chez nous on a voulu entendre par là même l'administration des Sacraments; figurez-vous que tout cela arrive, et dites si cette grande unité catholique ne sera pas brisée à l'instant pour être remplacée par le chaos.

Dans sa toute puissance, Napoléon n'élevait pas d'aussi hautes prétentions; il ne prétendait pas que le vénérable captif de Savone et de Fontainebleau dût lui reconnaître le droit d'annuler des concordats, de modifier les points de discipline ecclésiastique: non, MM., il demandait simplement l'approbation des lois dites organiques, mais ces lois étaient en quelques points contraires aux lois de l'Église; et Pie VII en prison comme sur le trône refusa de reconnaître ces lois.

Maintenant, MM., je vous admetts pleinement que dans plusieurs États, et surtout en temps de révolution, on a annulé des concordats, des traités, des accords, on a modifié, sans le concours du Saint-Siège et même malgré des protestations, des lois de discipline ecclésiastique, mais lorsque ensuite ces États ont voulu rentrer dans le sein de la grande unité catholique, lorsqu'ils ont voulu rétablir des rapports convenables avec le Saint-Siège, on attribuait ces infractions à des circonstances accidentelles et passagères, on les attribuait aux malheurs du temps, mais jamais aucun de ces États n'a prétendu avoir le droit légal de commettre les dites infractions, et surtout n'a jamais prétendu que le Saint-Père dût lui reconnaître ce droit. Comment en serait-il autrement! Puisqu'une stipulation librement consentie entre simples particuliers est sacrée, comment des concordats, des accords d'État à État, de puissance à puissance, où tout est mieu discuté, où tout est plus solennel, ne seraient-ils pas plus inviolables encore? Or, MM., l'Église est une puissance, en dignité elle est même la première, car elle est la seule que Dieu soit venu lui-même établir sur la terre, et elle est la seule à qui une durée immortelle est promise.

Cessons donc, MM., de poursuivre un but impossible à atteindre, limitons-nous à demander au Saint-Père ce qu'il peut nous accorder, c'est-à-dire des modifications à notre traité de 1841.

J'invite donc MM. les ministres à poursuivre les négociations entamées à Rome, mais je les invite à envoyer de nouvelles instructions d'où l'on ferait disparaître toute question irritante, de façon à arriver plus facilement à un accord au sujet des lois du 9 avril. Cet accord nous est utile, je dirai même qu'il nous est plus qu'utile, qu'il nous est nécessaire; car nous arriverons ou à cet accord, ou à une rupture. Si ce triste événement se réalisait, j'aurais des observations bien plus graves encore à adresser à MM. les ministres.

Je me proposais de parler d'un fait grave qui s'est passé pendant l'absence des Chambres; mais j'ai réfléchi qu'un accord avec Rome embrasserait toutes nos affaires ecclésiastiques. Comme j'ai un grand désir que l'affaire principale pour le pays, le rétablissement des bons rapports avec le Saint-Siège, ait lieu, je ne prononcerai que des paroles qui ont trait directement à ce but le plus important; car je pense qu'un accord avec le Saint-Siège amènerait en même temps un arrangement pour tout ce qui a rapport à nos affaires ecclésiastiques.

Je ne demande point à M. le ministre le secret des négociations; je demande s'il admet mon principe, si, en d'autres termes, il a l'intention de borner l'action de notre envoyé à Rome à obtenir l'approbation des lois que nous avons promulguées le 9 avril.

Si MM. les ministres veulent prendre du temps pour répondre à mes observations, je n'ai à faire aucune objection.

RICCARDI, ministro di grazia e giustizia. Signori senatori. Gravi e solenni parole voi udiste pronunziarsi dall'onorevole signor maresciallo.

Queste parole contengono consigli e censure.

Il Ministero accetta come sommamente rispettabili i consigli, ma ricusa, e dichiara altamente immeritate le censure.

DELLA TORRE (Interrompendo). A me basta che accetti i consigli.

RICCARDI, ministro di grazia e giustizia. Queste censure riguardano alla linea di condotta tenuta dal Governo negli ultimi negoziati con la Santa Sede.

Il Ministero crede di dovere al Parlamento ed a sè stesso qualche spiegazione a tale riguardo.

Mi duole, o signori, di dover per la seconda volta assumere dinanzi a voi l'ingrato incarico di narratore di negoziati infelici.

Lo farò, o signori, traendo conforto dall'intimo convincimento che se il Ministero non può recarvi tali risultamenti quali sarebbero stati da voi, e da lui desiderati, egli almeno operò quanto stava in lui per conciliare i doveri che gli erano imposti dalla dignità e dall'indipendenza della patria legislazione, coi riguardi dovuti alla Santa Sede, e con una giusta deferenza a rispettabili opinioni manifestatesi in questo stesso recinto.

In una tornata che voi tutti probabilmente rammentate, il Ministero vi assicurò che si sarebbero rinnovati gli uffici presso la Santa Sede, e che a quegli uffici non si sarebbero posti altri limiti, tranne quelli consigliati dalla coscienza della propria dignità e del proprio diritto.

Il Ministero, o signori, era persuaso che leggi approvate da voi, sancite dal potere esecutivo, non erano solamente un fatto, ed un fatto compiuto, ma erano un diritto. Qualunque cosa adunque che potesse offendere, o solamente adombrare la legittimità di quelle leggi e la competenza dei poteri che le crearono, diveniva, o signori, assolutamente impossibile per noi, per voi, per tutti. Nè io credo che sia necessario il dimostrarvi questa verità; la dignità, o signori, si sente, e non si discute.

Si vorrà forse dire che il Ministero, disposto qual era ed è a non declinare da una condizione che era diritto, dovere, necessità per lui, e col rinnovare gli uffici presso la Santa Sede, si ponesse in contraddizione con sè medesimo?

Io non lo credo, o signori; il Ministero sperava che i consigli del venerando Pontefice resi capaci delle vere condizioni, delle vere necessità politiche e legali del paese, della intenzione del Governo, dei voti della nazione, e di una nazione eminentemente cattolica, si sarebbero finalmente indotti a non riguardare nella legge del 9 aprile altro fuorchè quello che vi ha realmente, cioè l'applicazione pratica de' principi già sanciti da una legge politica preesistente, e l'esercizio de' diritti già rivendicati da tempi più o meno remoti all'autorità civile in presso che tutta l'Europa cattolica.

Il Ministero inoltre sperava, o signori, di ottenere dall'illuminata prudenza del Pontefice provvedimenti tali che valessero a tranquillare i timori (sempre rispettabili) di coscienza schiette, ed a togliere ai mali avvisati di ogni partito qualunque pretesto di opposizione e di scandalo.

Vi erano inoltre interessi da trattare che sommanente importavano ed importeranno al bene della religione e dello Stato. Io oso dire, o signori, che il linguaggio tenuto in ogni occorrenza dal Ministero fu perfettamente consentaneo nella sostanza, come nella forma, ai sentimenti che vi ho accennato.

Come prima, così dopo la legge del 9 aprile, il Ministero non cessò dall'esporre alla Santa Sede desideri di conciliazione e di accordo; e questi desideri gli espone in termini di riverenza e di ossequio, che sono un dovere per ogni Stato, come per ogni individuo cattolico; ed alle difficoltà che gli si venivano frapponendo rispondeva con la rispettosissima insistenza di chi sa, e sente di aver ragione, e desidera e tenta di persuaderlo altrui.

Se non che qui sorse, o signori, un primo incaglio, e l'incaglio non venne da noi.

La pubblicità, o signori, è senza dubbio la vita degli Stati liberi, ma fu spesso la morte de' negoziati diplomatici.

Nè io vedo, o signori, che quando sventuratamente sorgono mali umori o differenze fra le nazioni, se vi ha schietto desiderio di pronto accordo, si ricorra di sbalzo alle pubbliche dichiarazioni, per cui mescolandosi alle fredde ed imparziali ponderazioni i puntigli dell'amor proprio, ed il calore talora delle passioni, si accrescono a dismisura le difficoltà de' negoziati.

Così avvenne pur troppo, o signori! Voi leggeste documenti e note, le quali accusavano d'illegalità la vostra legge, ed ai magistrati che le eseguivano apponevano la grave taccia di oppressione, di violenza.

Il Governo ne fece qualche richiamo; ma fu indarno: le pubblicazioni continuarono, ed il Ministero si vide tratto in una via che egli avrebbe sommamente desiderato di evitare. Pubblicò anche egli le sue note, e l'opinione pubblica ha potuto far giudizio delle une e delle altre.

Quantunque stretto da tante difficoltà, e sconfortato da una serie di antecedenti, pure il Ministero venne nella deliberazione di spedire un nuovo rappresentante a Roma.

La qualità della persona che fu a tale ufficio prescelta vi sarà argomento, o signori, dell'importanza tutta speciale che il Ministero poneva in questa missione.

Il nuovo rappresentante andò a Roma; vi andò animato da quei sentimenti medesimi che ispiravano il Ministero, ed a cui erasi intimamente ed intieramente associato egli stesso.

Ma, o signori, per poter trattare, anzitutto è necessario d'essere riconosciuti, è d'uopo che sia conosciuto il mandato, è necessario insomma che le credenziali siano accettate.

Ebbene, o signori (io qui non disvelo misteri diplomatici, parlo di cose già da lungo tempo a tutti note), le credenziali non furono accettate giammai.

Si è detto da taluni che si fosse dal Ministero proceduto con soverchia fretta; si ricordarono le tradizionali lunghezze dei negoziati romani; si aggiunse che ciò che i mesi non potevano dare, conveniva aspettarlo dagli anni.

Io qui, o signori, farei una distinzione.

Quando i negoziati sono aperti, certo il voler talora soverchiamente affrettarne il successo nuoce, e nuoce grandemente al successo medesimo.

Sono noti certamente anche al Ministero gli esempi di storia patria e straniera che renderebbero vane e quasi puerili le speranze di pronti risultamenti in questo genere d'affari.

Ma quando, o signori, le difficoltà e le opposizioni si affacciano sul limitare stesso delle negoziazioni: quando ad un inviato che vuol presentare le sue credenziali si risponde con un rifiuto; allora, o signori, io credo che le condizioni di questo inviato divengano eccezionali, e che gli sarebbe impossibile di rimanervi lungamente.

Allora all'oggetto delle pratiche subentra una questione di dignità, e di dignità nazionale, o signori, la più gelosa, la più tenera, la più inviolabile di tutte.

Vi è un limite che un Governo, il quale si rispetti, non oltrepasserà giammai.

Il nostro inviato, o signori, si arrestò dinanzi a questo limite; e ne ebbe una intera approvazione dal Ministero.

Il Governo, o signori, si trovava e si trova posto fra due doveri; egli deve senza dubbio usare i massimi riguardi verso la Santa Sede; ma egli deve ad un tempo essere geloso, fedele e vigile custode dell'indipendenza e dell'eseguimento delle leggi nostre.

Io credo, o signori, che il Ministero non manchi nè all'uno nè all'altro di questi doveri, ed assicura il Senato, che en-

trambi questi doveri, come gli furono norma pel passato, gli saranno regola costante per l'avvenire.

DI COLLEGGNO LUIGI. Le spiegazioni che ci ha favorito il signor ministro guardasigilli non mi sembrano tali a cangiare le presenti condizioni religiose di questo Stato, voglio dire degli animi che in esso si mantengono ossequiosi e divoti all'autorità spirituale.

Come già feci in altra occasione interpellando in consimile materia il Ministero, così anche oggi partirò dal fatto che si compieva colla legge del 9 aprile; in questo limite mi restringerò a ricercare se da quel fatto i ministri abbian atteso a raccogliere le conseguenze che meglio potean condurre alla pacifica esistenza d'ogni cittadino, prima condizione d'ogni pubblica prosperità. Per ciò fare era ufficio di sapienza governativa rimover con ogni prudenza gli ostacoli per cui l'esecuzione di quella legge potea rendersi più malagevole; e poichè in molti duravano e durano tuttora ragioni di coscienza non consenzienti al principio per essa legge sancito, conveniva adunque che ogni via si tentasse di accomodarne le disposizioni col rispetto dovuto alle condizioni di ciascuno. Troppo diversa fu la via che s'intraprese, mentre si volle che al prescritto delle leggi civili piegasse ciecamente ogni coscienza, cominciando da quella de'pastori alle cui parole servir dovesse di norma, non più il Vangelo che Cristo ha commesso loro di insegnare, ma sì le decisioni della sola podestà temporale.

Io non istarò a parlare delle estreme conseguenze cui condusse la via intrapresa; imitando la riserva dell'illustre maresciallo, ai sensi della quale mi onoro di far piena adesione, non estenderò nè anch'io la discussione oltre que' limiti che l'onorevolissimo signor senatore con tanta moderazione vi apponova. Per sovrappiù ricorderò ai signori ministri come cogli applausi pe' quali una sfrenata stampa periodica cerca spingerli ognor più nel terreno dell'illegalità, contrastino troppo manifestamente le severe considerazioni che si lessero nel giornalismo estero, in quello singolarmente del Regno Unito che si usa citar a modello del sistema rappresentativo, del regno in cui dovea trovar magg'or simpatia ogni misura contraria alla spiritual podestà del Pontefice romano.

Chè se dalla guerra mossa alle coscienze il Ministero non ha raccolto que' frutti di ubbidienza per cui si lusingava, debbe pur riconoscere come non altro che una pronta riuscita delle trattative colla Santa Sede vaglia a ridonar alla nostra contrada quella pace religiosa che è il primo bisogno d'ogni nazione, epperò il principale scopo cui debban mirare i governanti. La pace è tranquillità dell'ordine; ora in una società religiosa insieme e civile non v'ha ordine senza il legittimo accordo dell'una e dell'altra podestà; non v'ha tranquillità se non vive sicura la coscienza d'un ciascuno. E mentre lo Statuto promette questa sicurezza anche a quelli che non professano la religione dello Stato, come si vorrebbe negarla a cattolici onesti e religiosi, solo perchè credono, in materia d'eccelesiastica giurisdizione, come universalmente si credeva or son nove mesi? E sì che fuor di questo reato di nuovo genere, sconosciuto nei nostri codici penali, non potete trovare di che appuntare la intemerata condotta di que' cittadini, e li avete anzi ausiliari, pronti sempre ed animosi nel difendere la causa dell'ordine pubblico, nello insegnar l'ubbidienza al Governo, e nel sostenere l'onore nazionale!

In questi momenti adunque in cui tanti sommi interessi richiama tutta l'attenzione del potere, in cui tanto è desiderabile la concordia di tutti i buoni, perchè la concordia sola edifica, e senz'essa tutto è distruzione, in questi momenti in

cui tutta la cattolicità ci insegna col suo esempio il ritorno sincero all'ubbidienza verso il vicario di Gesù Cristo, io domando ai signori ministri che non s'abbia a ridurre questa nostra patria alla condizione del Basso Impero, dove fra le supreme urgenze della cosa pubblica, il prurito delle disputazioni teologiche e canoniche facea prevalere queste sovra ogni più incalzante interesse, e si spreca nel recinto della scuola tempo e applicazione, sicchè nulla ne avanzasse per curar le piaghe profonde di quello Stato.

DELLA TORRE. M. le ministre nous a montré l'importance et la nécessité d'obéir aux lois promulguées; il faut, a t il dit, quand une loi est proclamée qu'elle soit respectée. C'est juste; mais je ferai remarquer que l'action de chaque Etat se borne à son intérieur. Je suppose que l'Assemblée française fasse une loi qui sera parfaitement régulière en France; mais qu'elle demande le concours de la Sardaigne; celle-ci ne se croira pas obligée par la loi française, elle dira: voyons si ce que vous proposez ne m'est pas nuisible, voyons, je me réserve d'en délibérer. L'Eglise, messieurs, est une puissance aussi; on ne peut pas lui dire: Nous avons fait cette loi, vous devez vous en conformer. Cela ne peut se passer ainsi; voilà pourquoi je vous ai cité l'exemple des autres pays qui ont fait ce que nous avons fait nous-mêmes. Ces Etats n'ont jamais prétendu qu'ils aient agi dans la plénitude de leurs droits, ils ont dit: c'est un fait; ils ont plaidé en faveur des faits accomplis. Nous, messieurs, nous allons plaider à Rome en faveur d'un droit! Mais le Piémont n'a pas plus de droits que les autres Etats; il a sa dignité comme les autres Etats ont la leur. Dans votre pays vous faites ce que vous voulez, mais dans les autres pays, vous ne pouvez faire que ce que le droit des gens en général et les traités particuliers vous autorisent à faire; vous ne pouvez pas sortir de là, c'est complètement impossible.

Eh bien, nous, nous avons agi autrement; voilà l'inconvénient. Je voudrais qu'il fût reconnu (je ne demande pas qu'on l'avoue en public), qu'on ne peut pas faire une loi qui lie le Saint-Siège. Nous pouvons faire valoir les circonstances qui se trouvent changées, demander des modifications au traité de 1841, mais il ne faut pas dire que nous avons le droit de changer un accord sans le concours du Saint-Siège. Avant de publier le Statut, le roi qui nous l'a donné, qui nous l'a concédé, à qui nous le devons, envoya des ambassadeurs auprès de toutes les Cours pour expliquer qu'en donnant une constitution il n'entendait rien changer dans le rapport d'Etat à Etat, dans les traités conclus. Cela a été dit au Saint-Siège comme aux autres Gouvernements. Vous voyez qu'en plaçant la cause du droit chez nous, nous sommes forts, nous avons les deux Chambres et le Roi, mais au dehors, on nous dit: Restez dans le droit des gens. Demandez à tous les Cabinets qui ont des concordats avec le Saint-Siège, à la Russie, à la Prusse, à la France, à l'Autriche, à l'Espagne, à Naples, posez la question suivante: Est-ce que vous croyez avoir le droit de rompre les concordats que vous avez faits avec le Saint-Père, de changer les points de la discipline ecclésiastique? Et il vous répondront: Non. — Cependant vous l'avez fait? — Oui, mais cela a eu lieu dans des circonstances particulières, momentanées; c'était de l'arbitraire, on a violé le droit.

M. le ministre des affaires étrangères peut écrire à tous ces Cabinets et leur poser cette question; il verra quelle sera la réponse. Je crois qu'il en serait de même en Angleterre; mais comme il n'y a pas eu entre ce pays et le Saint-Siège de concordats depuis quatre siècles, on n'y comprendrait, peut-être, pas très-bien la valeur de ce mot. J'ai occupé assez longtemps ce poste, dignement occupé à présent, pour avoir une

idée de ces choses. Si la lettre de créance n'a pas été acceptée la cause en est aux explications préliminaires. Si on persiste à vouloir faire reconnaître que nous avons agi dans notre droit, nous irons de difficultés en difficultés et nous arriverons peut-être au schisme. MM., le schisme c'est un changement de religion, il faut bien le dire; or, un changement de religion, l'histoire nous apprend que c'est la révolution la plus longue, la plus sanglante, la plus obstinée, la plus funeste qu'un peuple puisse supporter. Si vous en doutez, MM., lisez l'histoire de l'Angleterre, et vous verrez quelles sont les conséquences d'un schisme. Voyez l'Angleterre pendant plus de deux siècles en proie aux dissensions intérieures, aux guerres civiles et religieuses; voyez deux dynasties disparaître, une tête royale rouler sur l'échafaud, le sang anglais versé par le bourreau et sur le champ de bataille, partout! et l'Angleterre est une île. Les étrangers ne peuvent se mêler à ses discordes. La tourmente a cessé; mais il reste des vestiges des anciennes dissensions; vous les voyez reparaître, et nous ne savons pas ce qui va survenir pour l'Angleterre.

Voyez l'Allemagne; les discussions ont été moins vives, les luttes moins longues, mais une querelle de protestants à catholiques s'est allumée; c'est la fameuse guerre de 30 ans. Eh bien, cette grande puissance allemande, cette grande nation était tellement affaiblie que des espagnols et des suédois venaient se heurter dans son sein, et l'issue de la lutte dépendait d'eux. Après que le sang a été répandu du nord au midi, de l'orient à l'occident, la paix s'est faite, mais vous voyez qu'il y a encore aujourd'hui des traces de ces anciennes divisions. Voyez la France! la France n'a pas changé sa religion; la France est restée unie à Rome, mais il s'était introduit chez elle, à l'époque de la réforme, une minorité protestante qui ne s'est pas élevée au dixième de la population française, et qui cependant a suffi pour faire naître des luttes religieuses dans le royaume, des guerres civiles qui ont duré presque un siècle. Un grand roi de France a péri, il a péri victime d'un assassinat, mais la guerre religieuse en fut la cause.

Messieurs, j'en conclus que le fait d'introduire dans un pays des nouveautés religieuses est un fait très-grave, et je n'hésite pas à dire que c'est la plus grave des révolutions. Considérez, messieurs, notre position particulière: nous sommes placés au centre de la catholicité, nous avons pour voisins les deux États catholiques les plus puissants du monde, l'Autriche et la France; n'oubliez pas, messieurs, que l'esprit catholique se réveille fortement dans ces deux pays; ils nous en donnent des preuves journalières. Pour entrer dans cette voie funeste de discussion religieuse, sommes-nous plus forts que les anglais, les français, les allemands? Non. Serons-nous plus sages? J'ai regret de dire que notre presse périodique et quelques-uns de nos actes peuvent donner à croire que nous ne serons pas plus sages. Nous devons nous attendre à ce qui est arrivé aux autres nations: si nous faisons ce qu'elles ont fait, nous récolterons comme elles discordes intestines et intervention étrangère; songez-y, chez nous l'intervention sera toujours le fort chez le faible; il ne faut pas se faire illusion; nos deux voisins nous sont supérieurs en force. Alors, messieurs, qu'en résulterait-il pour notre nationalité, pour cette dynastie à laquelle nos aïeux ont dû de longs siècles de prospérité et de bonheur? Tout cela est dans l'avenir, dans l'incertain; il dépend de nous, de notre prudence actuelle, de conjurer tous les dangers. Pour cela, messieurs, il faut avant tout éviter le schisme, et nous ne l'éviterons pas avec des maximes absolues et tranchantes, nous ne l'éviterons pas en

voulant obliger le Saint-Siège à faire pour nous ce qu'il n'a jamais fait pour personne.

Mes paroles n'ont que le poids que peut leur donner mon âge et ma longue expérience; ma vieillesse et la perte de la vue me mettent dans l'impossibilité de rendre aucun service personnel actif au roi, au pays, à l'État; et je me crois donc d'autant plus obligé de vous communiquer les idées que me suggèrent mes observations au sujet de ce qui s'est passé ailleurs et de ce que je prévois chez nous.

Sur vous, MM. les ministres, pèsera la responsabilité de vos actes; quant à moi, j'ai accompli un devoir de conscience et d'honneur.

RICCARDI, ministro di grazia e giustizia. Ho detto, o signori, che le prime parole dell'onorevole maresciallo erano gravi. Ora aggiungerò che le ultime, testè da lui profferite, sono anche commoventi.

Io non posso certamente seguire gli onorevoli preopinanti, il signor senatore Di Collegno, e l'onorevole maresciallo, in tutte le considerazioni che furono per essi adottate relativamente ai fondamenti della legge del 9 aprile.

Io credo che il Ministero pigliando questa via riprodurrebbe nell'arena politica una questione già costituzionalmente decisa.

Dirò solo all'onorevole signor senatore Di Collegno che non si può dare la faccia di oppressore di coscienza ad un Governo, il quale intende a far eseguire le leggi approvate da voi.

Ogni legge impone un dovere al Governo ed ai cittadini; a questi di eseguirla; a quello di farla compiutamente eseguire.

Ad un Governo qualunque che rispetti quel dovere sarebbe assolutamente impossibile l'ammettere, relativamente a chi attenta ed offende le leggi, l'allegazione della coscienza propria.

Il Ministero rispetta, ed altamente rispetta tutte le coscienze; ma incaricato qual esso è di far eseguire le leggi del paese, egli non potrebbe (e voi lo vedrete di leggieri, o signori, con la vostra saviezza), non potrebbe assolutamente ammettere una tal ragione di difesa, che basterebbe di per sé a sovvertire compiutamente l'autorità di tutte le leggi, ponendole nell'arbitrio, nelle passioni, nel privato giudizio di coloro che vi debbono prestare obbedienza.

Concluderò con lo sperare coll'onorevole signor senatore Di Collegno che mai si verificherà nel nostro nobile e diletto paese quanto vi fu di miserando e di ridicolo, nelle dispute, e quanto vi ebbe di funesto e di tremendo nelle calamità del Basso Impero.

Ed osserverò all'onorevole maresciallo, che il Ministero si unisce a lui per sentimento, per convinzione nel riconoscere che i mutamenti di religione sono le più grandi calamità che possano rovesciarsi sulla testa di un popolo; se non che ciò non è da temersi per parte di un Ministero, onde uscirono proposte così temperate come furono quelle alle quali voi deste una solenne approvazione.

PRESIDENTE. Il signor senatore D'Orta propone l'ordine del giorno puro e semplice.

Domando. . .

DELLA TORRE. (Interrupendo) Un mot seulement à propos de l'ordre du jour.

Je comprends, messieurs, que le Sénat n'a pas droit de prescrire au ministre la manière dont il doit suivre; je le comprends parfaitement; aussi, messieurs, vous avez vu que je n'ai pas terminé mon discours par un appel au Sénat, mais par un appel au Ministère. Il y a plus: c'est que comme

la négociation est entre les mains du Ministère, nous n'avons pas le moyen de la guider, il faut que MM. les ministres la dirigent. J'ai cherché à leur suggérer une idée qui me paraissait bonne, utile, et qui peut conduire à un résultat satisfaisant; mais pour cela, il faut une succession d'efforts, et le Sénat sortirait de ses habitudes, de ses droits, s'il voulait connaître à tout propos la manière dont les négociations sont conduites.

Je ne m'oppose donc point à l'ordre du jour pur et simple, mais je fais observer que n'avoit pas reçu les lettres de créance n'infirme pas ce que j'ai dit, mais je crains que cela l'affirme au contraire, je crains que dans les explications préliminaires on ait émis des principes qui ne pouvaient pas être admis.

Je renouvelle la prière que j'ai fait à M. le ministre des affaires étrangères, de s'informer de ce qui se passe sur ce point dans les Cabinets de l'Europe. Nous sommes dans le droit commun, nous ne sommes placés ni au-dessus ni au-dessous; il n'y a pas un droit particulier à notre usage; nous ne pouvons pas prétendre que ce qui existe pour les autres nations, ne doit pas exister pour notre pays.

PRESIDENTE. Havvi anche la proposizione di un ordine del giorno motivato del senatore Montezemolo, così concepito:

« Il Senato, udite le spiegazioni date dal Ministero comprovanti il proposito di conciliare il rispetto e l'ossequio verso la Santa Sede coll'indipendenza della patria legislazione, spiegazioni conformi al voto già espresso dal Senato nell'indirizzo al re, passa all'ordine del giorno. »

DI MONTEZEMOLO. Domando la parola per isviluppare il mio ordine del giorno.

PRESIDENTE. Siccome a tenore del nostro regolamento l'ordine del giorno puro e semplice deve avere la priorità, così domando se è appoggiato.

(È appoggiato.)

Lo pongo ai voti.

Chi approva l'ordine del giorno puro e semplice, voglia levarsi.

(L'ordine del giorno puro e semplice è approvato.)

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE DI PUBBLICA SICUREZZA.

PRESIDENTE. Si riprende la discussione della legge di pubblica sicurezza, fermatasi al termine del capo terzo.

Ho l'onore di leggere l'articolo 84, primo del capo quarto.

« Art. 84. In occasione di assembramenti che occorra sciogliere nell'interesse dell'ordine pubblico, sarà fatto dapprima alle persone assemblate semplice invito di sciogliersi.

« Le persone assemblate sono tenute di separarsi a questo invito loro fatto dalle autorità incaricate della pubblica sicurezza, dagli assessori, dai commissari, dai capi della forza pubblica e dai comandanti di pattuglie. »

DI POLLONE. Domando la parola.

PRESIDENTE. Il senatore Di Pollone ha la parola.

DI POLLONE. Domanderei solamente che si togliesse la parola semplice, perchè mi sembra una parola oziosa, là dove dice di sciogliersi a semplice invito.

ALFIERI. L'ufficio centrale non ha difficoltà di accettare questa soppressione.

PRESIDENTE. Si propone la soppressione della parola semplice.

Chi approva tale soppressione, voglia levarsi.

(È approvata.)

Pongo ai voti l'articolo 84.

Chi intende approvarlo, si alzi.

(È approvato.)

« Art. 85. Se l'invito non ottiene la dissoluzione dell'assemblamento, l'ordine di sciogliersi sarà in nome della legge proclamato per tre distinte volte, preceduta ciascuna da rullo di tamburo o squillo di tromba. »

Chi approva quest'articolo. . .

DI BENEVELLO. (Interrompendo) Mi pare, giacchè si è tolta la parola invito, che si potrebbe. . .

Voci. Si è tolta la parola semplice.

PRESIDENTE. Ripeterò l'invito al Senato di votare quest'articolo.

Chi lo approva, voglia alzarsi.

(È approvato.)

« Art. 86. Seguite tali proclamazioni, e così pure se per rivolta od opposizioni non fosse possibile di procedere oltre la prima, sarà adoperata la forza per sciogliere l'assemblamento, e le persone che fossero trovate sul luogo di esso potranno essere arrestate, e in questo caso saranno immediatamente rimesse all'autorità giudiziaria. »

ALFIERI. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha la parola il senatore Alfieri.

ALFIERI. L'ufficio centrale proponeva di mantenere la compilazione proposta dal Governo per l'articolo 152, ora 86.

Tuttavia, riflettendo meglio, è d'avviso che la locuzione usata in quest'articolo di rivolta od opposizione, sia forse meno appropriata di quello che dovrebbe essere, e quindi proporrebbe che si dicesse: « Seguite tali proclamazioni, e così pure se per caso di tumulto o resistenza non fosse possibile, » ecc.

La prima redazione non aveva altro merito che di conservare le espressioni usate nelle leggi antecedenti; ma siccome non presentava una chiarezza d'idee che meriti speciale riguardo, sembra che una più appropriata ed accurata redazione sarebbe preferibile.

PRESIDENTE. Propone l'ufficio centrale che, invece della condizione rivolta od opposizione, si legga nell'articolo 86 per caso di tumulto o resistenza.

Pongo ai voti quest'aggiunta.

(È approvata.)

DI COLLEGGIO LUIGI. Non ho inteso bene l'ultima proposizione dell'onorevole marchese Alfieri, e non so se il fine di quest'articolo sia conservato come nell'articolo 152.

ALFIERI. La modificazione proposta dall'ufficio centrale è relativa all'espressione. . .

PRESIDENTE. Il rimanente dell'articolo sta come è proposto.

(Messo ai voti l'articolo 86, è approvato.)

« Art. 87. Gli arrestati per i motivi espressi nell'articolo precedente, saranno condannati al carcere estensibile a tre mesi. »

ALFIERI. Anche su quest'articolo mi pare che occorra un cambiamento di redazione, si è un'aggiunta a quello che si dice nell'articolo stesso. Gli arrestati per i motivi espressi nell'articolo precedente, dice l'articolo quale lo propone l'ufficio, saranno condannati al carcere estensibile a tre mesi. Questa redazione, secondo me, non contempla che le persone che fossero trovate sul luogo indipendentemente dai reati di cui si fossero rese colpevoli; forse implicitamente s'intende, ma avvisomi sia più chiaro e più conveniente di aggiungere quello che altrove si è detto, salvo sempre il disposto del

Codice penale per i reati in esso contemplati; oppure si potrebbe indicare che nei casi di cui si tratta, la punizione si limitasse al carcere per tre mesi, secondo la gravità del delitto.

STANA. La maggior chiarezza è sempre desiderabile nella legge; ma del resto, io crederei opportuno di fare un'osservazione.

Il caso contemplato nell'articolo precedente è che non potendo aver luogo, atteso il tumulto, le tre proclamazioni, ne avrà luogo una sola, perchè le altre sono rese impossibili dal tumulto o dalla resistenza, e tuttavia però le persone che si trovano nel luogo e non si dipartono, si possono arrestare. Dunque, si parla del fatto di coloro che sono arrestati unicamente per trovarsi sul luogo del tumulto, ed è soltanto di queste persone che parla la legge; ben inteso che, se queste persone si rendessero colpevoli di altri reati, senza dubbio andranno soggette alle pene che dalle leggi sono stabilite contro di essi. Ma nel senso dell'articolo che si sta discutendo, non altre persone si trovano contemplate, fuorchè quelle che vengono arrestate per la sola ragione di trovarsi sul luogo del tumulto allorchando seguirono le tre proclamazioni, o che non ne seguì che una sola per le cause accennate.

PRESIDENTE. Si propone di aggiungere all'articolo 87: « Salvo sempre il disposto del Codice penale per gli altri reati ivi contemplati. »

Metto ai voti l'aggiunta.

(È approvata.)

Metto ai voti l'articolo intero.

(È approvato.)

« Art. 88. Sempre quando esista urgente sospetto che in una casa privata si tengano abitualmente giuochi proibiti, i sindaci, gli assessori ed i commissari, potranno visitarla anche di notte tempo, purchè assistiti dal giudice istruttore, o dal giudice di mandamento, o da chi ne fa le veci. »

GALVAGNO, ministro dell'interno. A proposito di quest'articolo, farò presente al Senato che l'articolo 154 del progetto ministeriale era così concepito: « Sempre quando esista urgente sospetto che in una casa privata si tengano abitualmente giuochi proibiti, i sindaci, gli assessori ed i commissari, potranno visitarla anche di notte tempo, purchè espressamente autorizzati dall'autorità politica della provincia. »

Secondo il progetto dell'ufficio centrale, queste visite non potrebbero aver luogo se non quando l'autorità di pubblica sicurezza che vi procede, sia assistita dal giudice istruttore, o dal giudice di mandamento; su questa mutazione mi permetto di fare l'osservazione seguente.

Qual era essenzialmente lo scopo dell'articolo proposto dal Ministero? Egli era quello di avere una maggiore facilità di colpire coloro che si trovano in contravvenzione per giuochi proibiti; per colpirli più facilmente conveniva prescindere dalle formalità che sono richieste per l'intervento dell'autorità giudiziaria. Ma doveva per questo cessare ogni guarentigia? Il progetto ministeriale conteneva queste guarentigie, a parer mio, nella considerazione che la facoltà di visitare queste case dove esiste fondato sospetto che abitualmente si tengano giuochi proibiti, era essenzialmente riservata al caso in cui concorressero tutte queste circostanze, cioè gravi sospetti che in tale casa si facciano simili giuochi, e che questi giuochi proibiti vi si esercitino abitualmente. Inoltre questa facoltà non veniva lasciata a qualunque autorità di pubblica sicurezza, ma l'autorità di pubblica sicurezza locale non potrebbe procedervi se non debitamente autorizzata dall'autorità superiore, cioè dall'intendente.

Se si adotta invece il progetto dell'ufficio centrale, si ri-

torna in sostanza al puro e semplice prescritto del Codice di procedura criminale, ed allora cessa assolutamente l'effetto che io mi proponeva in quest'articolo. Di più, quando si ammetta in quest'articolo che l'autorità di pubblica sicurezza sia accompagnata dal giudice istruttore, o dal giudice di mandamento, non vedo necessario l'intervento dell'autorità di pubblica sicurezza, poichè il giudice istruttore o di mandamento, a termini del Codice di procedura criminale, in dette circostanze possono procedere a queste visite, perchè qui non si tratta di perquisizione, ma di una semplice visita in una materia in cui è tanto difficile di cogliere in flagrante le persone che contravvengono.

Presento quest'osservazione al Senato acciò egli deliberi di accettare il progetto quale venne proposto dal Ministero, oppure, ove non creda necessaria una disposizione speciale per questa specie di reato che apporta tanto danno al paese, può ammettere interamente l'articolo, poichè non fa che ritornare alle regole generali di procedura criminale.

DES AMBROIS, relatore. Credo che, secondo le regole generali di procedura criminale, non potrebbero gli ufficiali di sicurezza pubblica introdursi nel domicilio di un privato, nemmeno coll'assistenza del giudice di mandamento; per conseguenza è indispensabile che si faccia a tal riguardo una disposizione speciale nella legge che ci occupa.

Questa disposizione era proposta dal Ministero nel senso di permettere l'ingresso dei domicili agli assessori e commissari di sicurezza pubblica, i quali ne avessero ricevuta una autorizzazione speciale dall'intendente della provincia.

L'ufficio centrale ha creduto che si potesse prescindere dal prescrivere quest'autorizzazione dall'autorità politica della provincia, la quale potrebbe essere in molti casi una causa di grave ritardo. Ma invece ha pensato che fosse esorbitante lo attribuire a questi ufficiali di polizia la facoltà d'introdursi nei domicili privati senza l'intervento di un'autorità giudiziaria.

L'ufficio centrale ha fatto a questo proposito una grande differenza tra i domicili di semplici cittadini e gli alloggi tenuti da persone, riguardo alle quali, in ragione della loro condizione, poteva essere maggiormente sospetto che l'alloggio servisse ad uso di luogo abituale di giuoco.

Così l'ufficio ha ammesso che gli ufficiali di sicurezza pubblica possano introdursi, senza l'assistenza dell'autorità giudiziaria, nei domicili delle persone le quali tengono camere separate che possono in qualche modo considerarsi come un accessorio del caffè, e di simili altri luoghi pubblici, perchè in tal caso poteva essere maggiore il timore che gli alloggi servissero ad eludere la legge, e sotto nome di domicilio si coprisse una dipendenza del luogo pubblico.

Ma quando si tratta di veri domicili privati, parve all'ufficio centrale che fosse indispensabile il prescrivere maggiori guarentigie, e non permettersi l'introduzione degli ufficiali di polizia senza che assistesse all'atto un'altra autorità locale.

Il ritardo che si potrebbe temere per la necessità di richiedere l'intervento dell'autorità giudiziaria non può essere considerevole, poichè non si tratta più di richiederne il giudice d'istruzione, come vorrebbero le regole generali di procedura, ma basta il giudice di mandamento od il vice-giudice.

Generalmente il vizio dei giuochi proibiti non sussiste, oppure non ha importanza se non nei centri di popolazione di una qualche entità; non è nei comuni rurali che si abbia molto a temere.

Ora, nei centri principali di qualche popolazione, per lo più havvi la sede di un giudice, e per conseguenza il suo intervento può essere richiesto dagli ufficiali di polizia, senza

frapporre un ritardo che possa compromettere le loro operazioni.

GALVAGNO, ministro dell'interno. Io ammetto che senza una disposizione speciale, le autorità di pubblica sicurezza non si possano introdurre nelle case per lo scopo di cui in quest'articolo; la questione adunque sta tutta nel vedere se sia necessaria un'eccezione a questo riguardo. Il Ministero presentava un articolo nel senso appunto eccezionale; l'ufficio centrale invece, a parer mio, non crede che sia il caso di quest'eccezione, dal momento che obbliga l'autorità di pubblica sicurezza a farsi accompagnare dal giudice di mandamento o dal giudice istruttore. Allora, io dico, si rientra interamente nelle norme generali del Codice penale, e a questo riguardo non fa più mestieri alcun provvedimento.

Tant'è che l'articolo 59 del Codice d'istruzione criminale proibisce agli ufficiali di polizia di fare veruna operazione, di procedere in un modo qualunque quando vi ha la presenza dell'autorità giudiziaria. Se adunque facciano intervenire l'autorità giudiziaria, l'opera loro deve interamente cessare; la presenza dell'autorità di pubblica sicurezza, la quale non ha facoltà veruna, non può più procedere. Quindi io persisto a credere che, o si crede abbastanza importante la disposizione, e allora si deve omettere l'eccezione quale fu proposta dal Ministero, o non si crede di sufficiente importanza quest'argomento per fare un'eccezione, ed allora, io dico, tanto vale sopprimere l'articolo.

Che poi sia di qualche importanza, io lo credo in quanto che non posso ammettere ciò che ha allegato testè l'onorevole signor relatore, cioè che il danno dei giuochi proibiti sia specialmente da temersi nei luoghi di maggior popolazione. Le lagnanze si porgono appunto al Ministero nei comuni rurali dove ora si è introdotto il vizio del giuoco, il quale va tuttodi crescendo.

Ora, domando io: nei comuni rurali come si farà ad avere la presenza del giudice o del giudice istruttore?

Io credeva che tutto era abbastanza garantito quando la autorità locale non potesse procedere a queste visite, non perquisizioni; perchè non si tratta di perquisire in tutti gli angoli della casa; si tratta di una semplice visita per iscoprire se colà esistono persone le quali non possano avere altro scopo che quello di attendere a giuochi proibiti.

Parmi inoltre che, mercè la redazione proposta dal Ministero, l'azione dell'autorità locale sia sufficientemente garantita, non potendo essa regolarmente procedere, salvo mediante l'espressa autorizzazione dall'autorità superiore di pubblica sicurezza, cioè dell'intendente della provincia.

Quando concorre l'autorità provinciale ad autorizzare il sindaco e l'autorità locale a procedere a queste visite, sembrami che vi sia una garanzia sufficiente in quanto che l'autorità superiore della provincia non si farà certamente a dare queste licenze se non allora che sia convinta esser indispensabile che la visita abbia luogo subitaneamente per poter cogliere i contravventori.

DES AMBROIS, relatore. Se l'autorizzazione dell'intendente della provincia deve darsi volta per volta, osservo che porta necessariamente un ritardo molto maggiore di quello necessario per richiedere il giudice di mandamento, perchè generalmente sarà più lontano l'intendente della provincia di quello che non sia il giudice; se invece questo permesso è da darsi una volta per sempre, non presenta più quelle garanzie che il signor ministro desidera.

Farò un'altra osservazione sulle cose dette dal signor ministro.

Egli crede che l'intervento del giudice di mandamento

possa aver luogo e bastare a legittimare le operazioni senza che la legge lo dica, che cioè il Codice d'istruzione criminale abbia già conferito questa attribuzione ai giudici, e che perciò la disposizione ora proposta dall'ufficio centrale sarebbe inutile. Ma l'ufficio centrale è di sentimento diverso; crede invece che a termini del Codice d'istruzione criminale l'atto non possa aver luogo se non per mezzo del giudice istruttore o del giudice di mandamento che sia specialmente delegato dall'istruttore. Il giudice di mandamento senza questa delegazione non vi potrebbe procedere.

Dunque sta sempre la proposta della Commissione come una vera agevolezza fatta per quest'operazione.

STARA. Vorrei solamente far osservare che la Commissione non fece altra agguina se non che quella di far intervenire il giudice locale di mandamento. Sta fermo adunque il disposto dell'articolo ministeriale quale veniva proposto, vale a dire che in caso di sospetto urgente, e trattandosi di case private in cui si tengano abitualmente giuochi proibiti, i sindaci, gli assessori, i commissari potranno visitarle. Che cosa si aggiunge? Si aggiunge che se ne deve dare avviso al giudice locale perchè assista; ma il giudice non può rifiutarsi di assistere, dunque l'azione della polizia, semprechè quei gravi ed urgenti sospetti di giuochi proibiti in case private esistano, può far la visita; per far la visita non ha che a denunziare il caso al giudice del luogo più vicino, ed allora si procederà alla visita, non potendosi, come dissi, il giudice rifiutare. Quindi nell'interesse tanto dei privati per l'inviolabilità del domicilio, quanto in quello dell'autorità anche di pubblica sicurezza, perchè senza l'intervento di uno di quelli che amministrano la giustizia, cioè senza l'intervento del giudice istruttore o del giudice di mandamento, poco saranno ascoltate queste autorità e facilmente esse possono venir tassate d'arbitrio e di soprusi. Invece quando avranno anche lo intervento, l'assistenza di queste persone, cesserà allora questo rimprovero, perchè non si avrà a dire che sia un abuso, un arbitrio il procedere a queste visite.

Importa certamente che i giuochi proibiti, per quanto è possibile, si facciano cessare, perchè è questa una tal piaga sociale, da cui scaturiscono infiniti disordini, infiniti mali; ma mi pare che si possa ottenere questo scopo stando il progetto del Ministero, facendo però per maggiore cautela intervenire il giudice istruttore ed il giudice di mandamento.

La sorveglianza della polizia sta ferma, essa veglia, essa scopre se vi sono case in cui abitualmente si tengano giuochi proibiti; questo è ufficio suo, e scoperta che sia la casa, non fa che richiedere l'assistenza del giudice istruttore, o del giudice di mandamento per procedere alla visita della medesima.

Vi ha dunque una gran diversità tra quanto si prescrive nell'articolo tal quale lo ha concepito l'ufficio centrale, e quanto sta scritto nel diritto comune, mentre non potrebbe la polizia procedere quando si dovesse far visite domiciliari, e non vi sarebbe che il giudice istruttore che dovrebbe procedere; ma esso ordinariamente non vi procede che quando il processo è già iniziato, e quando si sono già raccolti indizi tali che possono autorizzare questa visita che violerebbe il domicilio. Con questa disposizione invece, quando si tratta di case in cui sogliono abitualmente tenersi giuochi proibiti, allora non l'autorità giudiziaria, ma l'autorità di pubblica sicurezza sorveglierà, e avendone fondato motivo di sospetto, ne dà avviso al giudice del luogo affinché assista a questa visita.

GALVAGNO, ministro dell'interno. Ho chiesta la parola per osservare ancora che non mi fa difficoltà la circostanza che l'autorità di pubblica sicurezza debba volta per volta di-

mandare la licenza all'autorità superiore, mentre io desidero appunto che queste visite si facciano raramente, perchè altrimenti potrebbero diventare una malignità.

Se non che, si ritenga che qui si parla di giuochi proibiti abituali.

Egli è adunque quando è già da qualche tempo che si ha grave sospetto che in una casa vi sia l'abitudine di giuocare, che si procede alla visita; onde l'autorità locale ha tutto il tempo necessario per lasciare che l'autorità superiore addivenga anche essa alle necessarie informazioni per procedere poi alla visita.

Ammetto che vi ha differenza tra l'articolo proposto dalla Commissione e quanto prescrive il Codice penale.

Secondo però il Codice d'istruzione criminale si può procedere a tali visite per mezzo del solo giudice istruttore; ora quanto all'autorità di pubblica sicurezza l'effetto non è diverso da quello dell'articolo 59 del Codice d'istruzione criminale, perchè l'autorità di sicurezza pubblica in tutti questi casi dovrà richiedere l'istruzione di un processo. Senza questo fine non interverrebbe l'autorità giudiziaria, salvo che si voglia che il giudice di mandamento sia una semplice assistenza dell'ufficiale di pubblica sicurezza, il che non credo che sia intendimento dell'ufficio centrale...

Voci. Quest'è appunto l'intenzione dell'ufficio centrale.

PRESIDENTE. Il ministro dell'interno propone un emendamento all'articolo, riproducendo la clausola che si trovava nell'articolo primitivo al numero 154, col dire che invece dell'intervento ossia dell'assistenza del giudice istruttore, o del giudice di mandamento, o di chi ne fa le veci, come è stato proposto dalla Commissione, si riprendano le parole *perchè espressamente autorizzati dall'autorità politica della provincia*. Un altro emendamento, che è un'aggiunta all'emendamento del ministro, si è quello del senatore Pinelli, il quale propone che sia anche mostrata al padrone della casa questa autorizzazione avuta dall'intendente della provincia; quando quegli ne chiogga la visione queste due parti dell'emendamento possono essere trattate separatamente.

Per conseguenza debbo in primo luogo porre ai voti la proposta del ministro dell'interno, accordando la parola a quelli che per ora vogliono trattarsi su questa prima parte.

DI POLLONE. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha la parola.

DI POLLONE. Non è per discutere sulla proposta, ma per fare una semplice osservazione, che ho chiesto la parola.

Si è già osservato che ogni qualvolta si trova la parola *sospetto*, è cosa intesa che si usi la parola *grave*, e in questo articolo si trova la parola *urgente*, epperò deve essere surrogata...

PRESIDENTE. (*Interrompendo*) Il Senato l'ha già giudicato, e veramente il sospetto non si può dire *urgente*.

DI COLLEGGIO LUIGI. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha la parola.

DI COLLEGGIO LUIGI. Io intendo d'appoggiare quanto ha proposto il ministro dell'interno.

E farò notare le espressioni *giuochi proibiti che si tengono abitualmente in una casa privata*; se si tratta quindi di giuochi proibiti che si tengono abitualmente, non vi è quella premura di verificarlo oggi anzichè domani; per contro quello che è più importante è di vigilare su quelli che si tengono in segreto.

Comprendo che si può richieder il giudice, ma v'ha somma possibilità che tale richiesta si venga a conoscere, invece che il segreto affidato ad una lettera si custodisce con molla

gelosia. Trattandosi di giuochi che si tengono abitualmente, non importa, lo ripeto, che ci vada un tempo maggiore per avvertire l'autorità della provincia onde ottenere la licenza, ma con questo siamo sicuri che la sola autorità di polizia del luogo essendone informata, può con maggior sicurezza procedere prima che gli altri ne abbiano sentore; per questo motivo io mi associo alla proposta del signor ministro.

GIULIO. Intendo solamente di far osservare che qui si tratterebbe di sostituire le parole *dell'intendente della provincia*, alle parole *dell'autorità politica*, come si è fatto in parecchi altri articoli dove si trovarono le stesse parole.

PRESIDENTE. Le parole *dell'intendente della provincia* si trovano già nell'emendamento Pinelli.

DES AMBROIS, relatore. Non credo che si possa sostituire la parola *grave* alla parola *urgente* relativa al sospetto. *Urgente* è qualche cosa di più che *grave*, e quando si tratta di facilitare ad estranei l'ingresso nei domicili privati, non si potrebbe circondare quest'operazione di troppe cautele.

Il signor ministro dell'interno ha osservato che il giudice di mandamento potrebbe considerare il suo decoro come alquanto compromesso per la semplice assistenza che prestasse agli uffiziali di pubblica sicurezza. Mi limiterò ad osservare a questo proposito, che una consimile disposizione esiste già in molte delle nostre leggi; generalmente le perquisizioni, le visite domiciliari sia per riconoscere la prova del contrabbando, sia per altri oggetti previsti da leggi speciali, non possono aver luogo se non coll'intervento del giudice di mandamento o di un'altra autorità locale, in tutti questi casi il giudice non fa un atto d'istruzione, presta puramente la sua assistenza, e per conseguenza l'intervento previsto nella disposizione proposta dall'ufficio centrale non sarebbe cosa nuova, nè potrebbe considerarsi come contrario al decoro del giudice.

PRESIDENTE. Posto che sorgono difficoltà sulla sostituzione della parola *grave* a quella di *urgente*, io debbo consultare il Senato per sapere quale delle due intenda adottare.

DI POLLONE. Domando la parola per fare una semplice osservazione.

Mi pare che dalla lettura dell'intero articolo vi siano due espressioni che assolutamente oppugnano fra di loro, perchè dicendosi « sempre quando esista *urgente* sospetto che in una casa si tengano abitualmente giuochi proibiti, » quella espressione *abitualmente* indica che questo sospetto non può nascere d'improvviso; questo sospetto quindi può essere *grave*, gravissimo, ma essendo già conosciuto, non può essere *urgente*.

Quindi io non comprendo, sarà effetto del mio poco sentire, non comprendo, dico, come vi sia urgenza di sospetto in questo caso. Che un *grave* sospetto possa porre l'autorità in urgenza di provvedere, sì; ma che il sospetto in sé sia *urgente*, veramente non l'intendo.

Insisto perciò per lo scambio della parola.

PRESIDENTE. Debbo in primo luogo chiedere al Senato se questa sostituzione è appoggiata.

(È appoggiata.)

Pongo dunque ai voti la sostituzione della parola *grave* a quella di *urgente*.

Chi approva, voglia alzarsi.

(È approvata.)

Chieggo al signor ministro dell'interno se per facilitare la votazione delle due parti dell'emendamento acconsente che, invece di dirsi *autorità politica*, si dica *l'intendente della provincia*.

(Il ministro fa un segno di adesione.)

In questo modo si riunisce una parte dell'emendamento Pinelli al suo.

Lo pongo dunque ai voti.

Chi approva l'emendamento del ministro dell'interno, vale a dire che la clausola sia questa: « prima espressamente autorizzata dall'intendente della provincia, » voglia sorgere.

(È approvato.)

Viene ora l'emendamento Pinelli, che vorrebbe che di questa autorizzazione si desse visione al padrone di casa « sempre quando egli la chieda. »

Domando se è appoggiato.

(È appoggiato.)

Lo pongo ora ai voti.

Chi approva l'emendamento Pinelli, voglia alzarsi.

(È approvato.)

PINELLI. (Nel mentre si procede alla votazione) Se vi è bisogno di sviluppo...

Voci. È inutile, giacchè è votato.

PRESIDENTE. Metto ai voti l'articolo intero.

Chi lo approva, voglia levarsi.

(È approvato.)

Do lettura dell'articolo 89:

« Chiunque si opporrà all'intimazione fattagli dagli ufficiali di pubblica sicurezza per penetrare nella di lui abitazione o per procedere nelle forme volute dalla legge a perquisizione od a visita della località, sarà punito come reo di ribellione alla giustizia a termini del Codice penale.

« Nel caso di ritardo ad assecondare simili istanze, sempre quando risulti che con esso siasi voluto sottrarre alla ricerca qualche corpo di reato o qualche persona, l'autorità giudiziaria interveniente alla visita potrà ordinare l'arresto immediato di colui che cagionò il ritardo. »

Per coordinare quest'articolo colla notazione già fatta, bisogna dire l'autorità di pubblica sicurezza.

GALVAGNO, ministro dell'interno. Io credo che quest'articolo (155 del progetto ministeriale) sia stato considerato come solamente applicabile al caso di perquisizione per fatto di giuochi proibiti, di cui nel precedente articolo; ma ben altro era lo scopo del medesimo, contenendo una disposizione generale applicabile a qualunque caso di opposizione preveduto dallo stesso articolo. Quindi io credo si dovrebbe mantenere il detto articolo della legge, perchè esso non è solamente applicabile, come dissi, al caso di visita per sospetto di giuoco proibito, ma anche applicabile a qualunque caso in cui l'autorità di pubblica sicurezza, o anche l'autorità giudiziaria, richiegga che si faccia aprire una casa per penetrarvi.

DEMARGHERITA. Io ho chiesto la parola per un emendamento, il quale riguarda non la prima parte di quest'articolo 89, ma bensì la seconda parte, cioè il secondo alinea, ove si parla dei ritardi frapposti ad assecondare l'intimazione dell'autorità, la quale intende penetrare nella casa di un privato reso sospetto di giuoco proibito. Tenutovi abitualmente, esso stabilisce che, sempre quando questo ritardo risulta essersi frapposto coll'intenzione di sottrarre alla vigilanza, alle ricerche della pubblica autorità qualche corpo di reato o qualche persona, il ritardo in questo caso, cioè, date queste prove, darà luogo all'arresto di colui che cagionò il ritardo medesimo, e sarà consegnato all'autorità giudiziaria. Pare a me che non si debba dar carico al fisco di provare, come vorrebbe l'articolo, che il ritardo siasi frapposto da chi avesse intenzione di sottrarre alle ricerche qualche corpo di reato o qualche persona.

Io al certo non inclino piuttosto a favore del fisco che a favore della parte imputata, mentre so che anzi la difesa vuol

essere in genere favoreggiata, che non l'offesa; pure in questo caso speciale parmi che il fisco abbia talmente la sua intenzione fondata sulla presunzione nascente dalla circostanza del fatto, che sia meno congruo l'aggravare il fisco medesimo della necessità di dare una prova che l'indugio è stato causato dall'intenzione maliziosa di sottrarre o qualche corpo di reato o qualche persona. Si sa come le cose succedono in queste occasioni. Quando si sente l'intimazione della giustizia, la quale vuole introdursi in una casa per scoprire qualche contravvenzione, prima di tutto, nell'urgenza, si cercherà di porre tempo in mezzo per poter sottrarre le cose o le persone, quindi si addurranno pretesti od impossibilità di aprire le porte, od altre scuse di questo genere. Convien dunque, perchè la disposizione della legge sia efficace, in tutti i casi gettare il peso della difesa su quello il quale avrà posto l'indugio.

Proporrei quindi un emendamento a quest'articolo 89 in questi termini:

« Il ritardo ad assecondare simili istanze, dove non risulti in qualche modo da ragionevole causa comprovata, si avrà per determinato dall'intendimento di sottrarre alle ricerche qualche corpo di reato o qualche persona, e farà abilitare l'autorità di pubblica sicurezza interveniente alla visita a potere, secondo le circostanze, ordinare l'arresto immediato di colui che cagionò il ritardo. »

Il Senato capisce come in questo caso la disposizione qual è di presente avrebbe difficilmente o rarissimamente la sua esecuzione, perchè il fisco, gravato dalla necessità di provare che il ritardo è stato cagionato dalla intenzione di sottrarre qualche corpo o qualche persona, difficilmente potrà riuscire a somministrare queste prove. Il ritardo si deve presumere malizioso, salvo risulti che una causa ragionevole l'abbia causato. In difetto di queste prove definitive, pare che il fisco sia bastantemente fondato per dire che il ritardo è stato malizioso.

PRESIDENTE. Sul primo paragrafo dell'articolo 89, corrispondente all'articolo primitivo 155, non è caduta alcuna osservazione, epperò comincio a porlo ai voti.

Chi lo approva, voglia levarsi.

(È approvato.)

Sul primo alinea cade l'emendamento del ministro degli affari interni, il quale vorrebbe surrogare l'antico suo progetto al medesimo.

GALVAGNO, ministro dell'interno. Siccome io intendo che quest'articolo sia generale, e non mi pare contemplato nel Codice criminale, mi pare che basterebbe alle parole dicenti: *l'autorità giudiziaria interveniente alla visita, di aggiungere: o quella di pubblica sicurezza nel caso previsto dall'articolo precedente.*

DEMARGHERITA. Domando la parola per pregare il ministro e la Commissione a dichiarare se intendano aderire o no all'osservazione che ho fatta in quest'alinea appunto.

PRESIDENTE. È nel secondo alinea che ella ha parlato.

Voci. È nel primo.

PRESIDENTE. Il primo è già votato.

GALVAGNO, ministro dell'interno. Io ritengo anche l'articolo dell'ufficio, certamente, purchè si tolga l'autorità giudiziaria, se ciò credono solamente applicabile al caso dei giuochi proibiti.

PRESIDENTE. Allora l'emendamento del senatore Demargherita va votato prima, perchè colpisce appunto la redazione ministeriale acconsentita dalla Commissione.

Domando se l'emendamento Demargherita sia appoggiato.
(È appoggiato.)

CINRARIO. Io proporrei di sostituire alla parola *comprovato*, che mi pare meno propria, la parola *giustificato*.

DEMARGHERITA. Non ho difficoltà.

Una voce. Vi è anche da cambiare la parola *farà abile*.

DES ANDROIS, relatore. Propongo si dica: *Potrà secondo le circostanze*.

PRESIDENTE. La proposizione Demargherita sarebbe, in seguito agli emendamenti fatti, così concepita:

« Il ritardo ad assecondare simili istanze, dove non risulti in qualche modo da ragionevole causa giustificato, si avrà per determinato dall'intendimento di sottrarre alle ricerche qualche corpo di reato o qualche persona, e potrà allora dar luogo all'arresto di colui che cagionerà il ritardo. »

Chi l'approva, voglia rizzarsi.

(È approvato.)

(Posto ai voti l'articolo intero, è pure approvato.)

« Art. 90. Nessun individuo nato da parenti incerti nello Stato, o che in esso sia domiciliato, maggiore degli anni 14, il quale non abbia già un determinato cognome impostogli dall'ospizio in cui fu ricoverato, potrà, dopo l'emanazione della presente legge, far uso della designazione generica di *venturino*, o di altra denominazione generica solita ad applicarsi agli esposti.

« Egli dovrà fra tre mesi presentarsi all'ospizio in cui fu ricoverato, ed al quale appartenga, o, se lo ignori, al sindaco del luogo in cui è domiciliato, per dichiarare il cognome che intende assumere fra quelli di cui all'articolo 92, e che in seguito non potrà più variare. »

DEMARGHERITA. Le disposizioni di quest'articolo, come quelle dell'articolo che vien dopo immediatamente, tendono a togliere quel gravissimo inconveniente nelle persone le quali vivono nella società senza avere, come le altre, il proprio distintivo, e prendono un nome generico, come quello di *venturino*, *trovatello* od altro simile.

Questo scopo è giusto che il Governo possa ottenerlo, poichè è un inconveniente gravissimo che vi siano delle persone le quali non abbiano un nome proprio fisso e determinato. Sembra però che le disposizioni di quest'articolo e di quello che viene intendano fare in seguito una differenza tra i nati da parenti incerti che ebbero il loro nascimento nello Stato e quelli che lo ebbero fuori.

L'articolo 90 parla di coloro che sono nati da parenti incerti, e che sono domiciliati nello Stato; l'articolo che vien dopo parla di coloro che ignorano se sono o no nati nello Stato.

Io tengo per certo, importare alla società che coloro i quali abitano nel territorio dello Stato non possano far uso di questi appellativi generici di *venturino*, ecc., o siano nazionali o siano forestieri, perchè sempre può ingenerarsi un turbamento, un disordine nella società.

I forestieri quando sono fra noi si trovano soggetti alle leggi di polizia o di pubblica sicurezza, come formalmente è prescritto dal Codice civile, ove parla appunto di leggi, non solo di polizia, ma anche nominatamente di pubblica sicurezza.

Io non vedo quindi esservi la necessità di far questa distinzione fra gl'individui nati da parenti incerti e nello Stato e coloro che sono nati fuori dello Stato.

Proporrei quindi di sostituire a questo un altro articolo così concepito:

« Nessun individuo nato da parenti incerti od abitante nello Stato potrà quindi innanzi far uso dell'appellativo generico di *venturino*, o di altra qualsiasi denominazione solita ad applicarsi in generale ai trovatelli.

« Egli dovrà fra tre mesi presentarsi al sindaco del luogo dove ha la sua dimora, per dichiarare il cognome che intende di assumere fra quelli di cui all'articolo 92, e che in seguito non potrà più variare. »

Come si scorge, ho tolto la parola *domicilio*, parendo a me che il domicilio si attenga al diritto civile.

E così vorrei quindi sopprimere l'articolo 91 che viene dopo, perchè, tolta la differenza che si faccia nella legge fra gl'individui nati da parenti incerti che abbiano avuto la nascita nello Stato o fuori di esso, pare che resti superfluo.

STARE. I due articoli intorno ai quali ha ragionato l'egregio preopinante contemplano tre casi. L'articolo 90 comprende i due primi casi rispetto a quegli individui nati da parenti incerti nello Stato, e che hanno domicilio fisso nello Stato medesimo. Il terzo caso contemplato nell'articolo 91 è di quell'individuo che è nato da parenti incerti, e si trova nello Stato, e non ha domicilio, ma che si ignora se sia nato o non nello Stato; perchè se fosse nato nello Stato sarebbe già contemplato nell'articolo primo. Quindi il ministro e la Commissione proposero che quando si tratta d'un individuo nato da parenti incerti nello Stato, e per conseguenza si tratta di suddito, si debbono adempiere le condizioni contenute nei due articoli.

Le medesime condizioni sono pure imposte a quei figliuoli nati di parenti incerti che hanno domicilio stabile e fisso nello Stato, poichè questi, senza ricercarne le ragioni, si considerano come a un dipresso già nazionali, e a loro si applicano le medesime disposizioni.

Riguardo poi a quell'individuo che è nato da parenti incerti, e non si sa se sia o non nato nello Stato, una presunzione fa credere che sia anche nazionale, e l'articolo 91 applica la medesima disposizione contenuta nell'articolo precedente.

Ma, secondo l'avviso dell'onorevole preopinante, rimane un caso che non sarebbe contemplato; ed è quello d'un individuo nato da parenti incerti in paesi stranieri, che non avendo domicilio nel nostro Stato, si trova però nello Stato medesimo: questo, dice egli, non sarebbe contemplato dai due articoli intorno al quale cade la discussione. Ciò è vero, non è un'ommissione; ma avvertitamente non si parla di questo caso, e la ragione sta in ciò, che quando si tratta d'individuo nato da parenti incerti, che si trova bensì nello Stato, ma che si sa di certo che nacque in paese straniero, questo cosiffatto è fuori di dubbio straniero. Or bene, se questi, oltre all'essere nella condizione in cui si trova, non ha neanche domicilio stabile, è, secondo la legge, considerato come vagabondo, ed è soggetto per conseguenza ad essere come tale punito. Vi è poi anche l'altra disposizione, la quale prescrive che può essere espulso.

Ecco la ragione per cui la legge non impone quelle stesse condizioni che prescrive a questi individui nati da parenti incerti negli altri casi, perchè si tratta di tale che è straniero e vagabondo, per cui è soggetto ad essere condannato; si tratta di un individuo che come straniero può anche, secondo la legge, essere condotto ai confini ed espulso dai regi Stati.

Non vi era bisogno che per questi si disponesse (come sta scritto per gli altri) che dovesse, cioè, assumere un nome, e fissare nello Stato un domicilio, giacchè poco importa che stia nello Stato ed assuma un nome; la nostra legge vuol che sia accompagnato al confine ed espulso dai regi Stati.

DEMARGHERITA. Secondo le risposte date dall'onorevole membro dell'ufficio centrale, la questione si riduce veramente a quel punto dove io intendeva che fosse recata, se cioè queste disposizioni di pubblica sicurezza, le quali richiedono

che ognuno abbia un nome proprio e determinato, debbano applicarsi indistintamente a tutti gli abitanti, senza cercare la loro origine avuta nello Stato o fuori di esso; poichè importa che tutti gli abitanti siano nella medesima condizione.

Gli stranieri, poichè sono tra noi considerati come cittadini, per ciò che riflette almeno le leggi di pubblica sicurezza, così vanno a quella soggetti. Se dovesse farsi una differenza fra i nazionali e i forestieri, io non ne ammetterei altra fuorchè la seguente, ed è che i forestieri che abitano fra noi e che non vogliono uniformarsi alle leggi di pubblica sicurezza, la quale richiede che ciascuno abbia un nome proprio e distinto, e non si accontenta dell'appellativo generico, debbano essere condotti alla frontiera dello Stato. Quanto a coloro che sono nazionali, hanno luogo le pene stabilite nella legge proposta.

Se si dovesse fare una differenza, non vi sarebbe che nel modo di punire. I nazionali e quelli che si tengono per nazionali, per l'incertezza se la nascita sia seguita nello Stato, o fuori di esso, possono essere puniti colle leggi proprie dello Stato. I forestieri i quali non vogliono uniformarsi a queste leggi, e intendono di vivere fra noi sotto un nome che la legge nostra non riconosce, dove si rendano renitenti all'osservanza di queste leggi di sicurezza pubblica, possono andar soggetti alla disposizione per la quale sono tradotti alla frontiera ed espulsi dallo Stato.

PRESIDENTE. Non ha proposizione scritta?

DEMARGHERITA. Sì.

PRESIDENTE. Bene; la rimetta.

STARR. Mi permetto di osservare al Senato che in sostanza il legislatore non altro si propone che (mi si permetta l'espressione) di battezzare i sudditi i quali si debbono avere per cittadini perchè hanno un domicilio: se non lo hanno sono obbligati a fissarlo, ad eleggerlo nei nostri Stati. Quanto agli stranieri vi sono già le disposizioni generali, che li riguardano, le quali portano, che quando si tratta di queste persone che vagano, che non hanno domicilio, che sono straniere, siano sottoposte alle penalità stabilite contro i vagabondi, contro gli oziosi, e siano inoltre soggette ad essere accompagnate al confine ed essere quindi espulse dai regi Stati.

DEFERRARI. Domando la parola per un'osservazione.

Coll'articolo proposto dal senatore Demargherita si vorrebbe cambiare il nome ad uno straniero, che resta fra noi come straniero, e che vi è precariamente senza esservi domiciliato e senza una permanente abitazione.

Ora, domando io: con quale diritto vogliamo noi cangiare il nome a questi stranieri, non essendo uno straniero in diritto di stabilirsi un nome? Dirò di più: il cognome è la proprietà delle persone, deve essere perpetuo, deve essere perenne, deve essere eguale in Piemonte, in Francia, in Inghilterra, perchè il nome è quello che determina, che classifica l'identità delle persone. Ora, come possiamo noi cambiare il nome ad un individuo straniero che è arrivato fra noi, avendone un suo proprio? I nomi non si cangiano senza perturbare le famiglie, senza disturbare la società. Ma, si dice: questo straniero viene presso di noi con un nome che noi non riconosciamo...

Mi si permetta di osservare che il nome di Venturino è conoscitissimo in Italia; e potrò indicare al senatore Demargherita il Venturino gran giureconsulto che ha lasciato due grossi volumi di opere legali rispettabilissime. Ora se arrivasse qui un napoletano, un fiorentino che fosse nominato Venturino, che restasse presso di noi 8 o 10 mesi, l'obbligheremo noi a cangiare di nome? Ciò è impossibile!

PRESIDENTE. Domanderò se l'emendamento Demargherita è appoggiato.

L'emendamento Demargherita che colpisce e rende in pari tempo inutile l'articolo 91 è il seguente: (*Vedi sopra*)

(È appoggiato.)

DI COLLEGGNO LUIGI. La seconda parte di questo emendamento mi parve tanto opportuna, che mi proponevo di parlarne io medesimo. Per conseguenza io pregherei il Senato di deliberare più principalmente sulla prima parte.

PRESIDENTE. Si propone la divisione; chi approva la prima parte dell'emendamento Demargherita voglia levarsi.

(Non è approvata.)

Pongo ora ai voti la prima parte dell'articolo 90.

Alcune voci. Prima la seconda parte. No! Sì!

PRESIDENTE. Il senatore Di Collegno vorrebbe applicare la seconda parte della proposta Demargherita all'articolo 90.

DI COLLEGGNO LUIGI. Prenderebbe il posto del secondo alinea dell'articolo 90.

PRESIDENTE. Un'aggiunta è sempre permessa; ma faccio osservare che l'autore dell'emendamento è il senatore Demargherita.

DI COLLEGGNO LUIGI. In tal caso lo riprenderò io ..

Una voce. Ma è già stato votato? ..

Molte voci. No!

DI COLLEGGNO LUIGI. No! la prima parte soltanto. ..

Lo riprenderò in questo senso: l'articolo della Commissione dice che « l'individuo nato da parenti incerti dovrà fra tre mesi presentarsi all'ospizio in cui fu ricoverato, ed al quale appartenga, o, se lo ignori, al sindaco del luogo in cui è domiciliato, per dichiarare il cognome che intende assumere, » ecc. Io credo che in ogni caso possa presentarsi, quando anche sapesse in quale ospizio è stato ricoverato (e lo dico, perchè in molti casi sarà malagevole a questo venturino di dover andar in cerca da lungi dell'ospizio in cui fu ricoverato), tuttavia vorrei fosse bastante che si presentasse al sindaco, indicando al medesimo l'ospizio dal quale è uscito; ed in ogni caso il sindaco può darne notizia a quell'ospizio medesimo, senza che sia costretto quel giornaliero, che si trova in isrette condizioni di sussistenza, di perdere molte giornate per far un apposito viaggio.

PRESIDENTE. Per procedere ordinatamente, si dovrà dunque mettere ai voti la prima parte dell'articolo 90, quindi la seconda parte, e si farà prima conto dell'emendamento del signor senatore Luigi Di Collegno, conformato a quello di Demargherita.

Pongo ai voti la prima parte dell'articolo 90.

(È approvata.)

Il senatore Di Collegno vorrebbe che si togliesse la presentazione all'ospizio in cui fu ricoverato, e si restringesse al sindaco del luogo ove fu ricoverato.

ALPIERI. Io prego il Senato di osservare una circostanza grave che interessa l'esistenza di questi venturini.

Per la più parte, anzi tutti, dovrebbero già avere un nome, poichè i regolamenti impongono agli ospizi di dare un nome ai fanciulli in essi ricoverati. Quanto all'ospizio di Torino, di cui ho particolare conoscenza, io posso dire che quest'obbligo s'adempie per parte dell'amministrazione, e se non si adempiesse, verrebbe il momento in cui di necessità dovrebbe nascere una confusione. Ed invero sarebbe deplorabile lo stato di questi stessi venturini; di questi stessi fanciulli, se gli ospizi non fossero a ciò tenuti, tanto più che sono obbligati a dare la consegna di tutti quelli che concorrono alla coscrizione, e che cadono nella levata di quell'anno.

Ora questi non si possono designare altrimenti che per il nome che è stato dato dall'ospizio. Succede qualche volta che questi fanciulli assumono il nome del collocante, ed è naturale che preferiscano questo cognome che loro viene da esso comunicato, a preferenza di quello che ricevono dall'ospizio, tolto dalle varie storie naturali, e che sovente è aggettivo e diventa nominativo.

Io credo adunque che se il venturino maggiore di anni quattordici si presentasse al sindaco, e se questi non avesse conoscenza del nome che gli è stato imposto dall'ospizio, verrebbe a trovarsi in contraddizione la novella appellazione con quella che gli è stata data dall'ospizio; quindi mi pare necessario che il sindaco debba ricorrere all'ospizio per la denominazione del venturino.

DI COLLEGNO LUIGI. Io ho nulla da opporre; ma desiderava solamente che il venturino non fosse costretto a perdere molti giorni per portarsi all'ospizio; che perciò fosse incaricato il sindaco a dirigersi al medesimo. Mi pare che tutto sia messo in regola, tanto nell'interesse della leva, quanto nell'interesse del venturino.

PRESIDENTE. Debbo io porre ai voti l'emendamento Luigi Di Collegno?

DI COLLEGNO LUIGI. Io persisto.

ALFIERI. Io farei un'osservazione riguardo al far risultare il fatto. Gli ospizi sono provinciali, e qui si tratta di un individuo maggiore degli anni 14; dunque non mi pare che sia una grandissima esigenza quella che richiederebbe il trasporto dal domicilio nel capoluogo di provincia dove è stabilita la amministrazione dell'ospizio; v'è l'ospizio di Torino il quale colloca i fanciulli nelle provincie anche più lontane; ma questo ospizio non è nel caso preveduto dalla legge, perchè esso ha visitatori i quali sono tenuti a render conto della presenza o no degli individui collocati nel distretto; epperò qui questo caso non può succedere.

DI CASTAGNETTO. Nel caso presente si tratta di una disposizione anch'essa importante, perocchè si riferisce allo stato civile della persona, perciò la legge dovrebbe essere positiva: o dare l'incarico di presentarsi al sindaco, ovvero all'ospizio, perchè allora lo Stato potrà sempre meglio constatare dove sia ricoverato il venturino. Io sarei dunque d'avviso che se si deve presentare all'ospizio, si escluda la presentazione al sindaco; ovvero presentandosi al sindaco, questi sia tenuto a fare gli incombenzi necessari presso l'ospizio onde constatare regolarmente il nome precedente che fosse stato imposto a questo venturino: ma non lascerei in arbitrio suo di presentarsi o no all'ospizio.

Il sindaco del comune sarà tenuto, nelle circostanze della leva, di stabilire se quest'individuo abbia avuto o no il tal nome, sia che si presenti, sia che non si presenti.

STARA. Il paragrafo che cade in discussione contempla due casi: il caso di quell'individuo che fu ricoverato, e sa in quale ospizio fu ricoverato; e il caso di quello che o non fu ricoverato in nessun ospizio, e sicuramente non potrà presentarsi a nessuno, giacchè in nessuno fu ricoverato; od essendo anche stato ricoverato, ignori in quale ospizio, ed in questo secondo caso soltanto si dà facoltà a questo individuo di presentarsi al sindaco per dichiarare il nome che intende di assumere. Dunque o l'individuo del quale si tratta uscì da un ospizio e lo conosce, e senza ripetere le ragioni egregiamente svolte dal senatore Alfieri, pare naturale che debba presentarsi a quest'ospizio, oppure riassumere quel nome che forse ha dimenticato o maliziosamente tacito. Ovvero se non fu mai ricoverato in nessun ospizio, od essendolo anche stato qualche tempo, ignori quale sia quest'ospizio, allora

necessariamente non può presentarsi fuorchè al sindaco del luogo in cui si trova per dichiarare il nome che intende di assumere.

DES AMBROIS, relatore. Avrei ad aggiungere ancora una osservazione. Generalmente chi vuole richiamare un ragazzo esposto od abbandonato, un ragazzo a cui non fu permesso di conoscere la propria origine, va a quell'ospizio a cui il fanciullo fu consegnato. Dunque è soprattutto essenziale che il cambiamento di nome sia notificato a quest'ospizio, affinché si possano in simili casi facilitare le ricerche ed accertare presso l'ospizio l'identità dell'individuo. Per ciò si volle che l'obbligo della persona che adotta un nuovo nome sia di consegnarsi all'ospizio, e solamente si faccia consegna al sindaco in quei casi nei quali l'individuo che dovrebbe farla non conosca l'ospizio in cui è stato ricoverato.

PRESIDENTE. L'emendamento del signor senatore Luigi Di Collegno è così concepito:

« Egli dovrà fra tre mesi presentarsi al sindaco del luogo in cui è domiciliato, per dichiarare, » ecc. come segue, sino al fine dell'articolo.

« Ove l'individuo conosca l'ospizio di trovatelli in cui fu ricoverato, il sindaco informerà l'amministrazione di questo del nome preso dal venturino. »

Metto ai voti questo emendamento.

Chi approva questo emendamento, voglia sorgere.

(Non è approvato.)

Metto ai voti il paragrafo secondo dell'articolo 90.

Chi lo approva, si alzi.

(È approvato.)

Ora metto ai voti l'articolo 90 intero.

Chi lo approva, voglia levarsi.

(È approvato.)

Do ora lettura dell'articolo 91:

« La stessa disposizione si estende al figlio di genitori incerti che si trova nello Stato, il quale ignori se sia o non nato in esso.

« Egli dovrà inoltre fare avanti al sindaco del luogo in cui dimora dichiarazione di domicilio che non potrà variare senza conformarsi alle leggi. »

ALFIERI. Prendo la parola per fare due osservazioni relativamente a quest'articolo: la prima è di sola forma: mi pare che al primo paragrafo si dovrebbe dire: « Le stesse disposizioni si estendono al figlio di genitori incerti che si trova nello Stato, che ignori se sia, o non, nato in esso, » poichè l'articolo 156 contiene due disposizioni che sembrano applicabili a questo caso. La seconda sarebbe invece di sostanza. Nel paragrafo secondo dell'articolo primitivo si diceva: « egli dovrà inoltre fare avanti il sindaco del luogo in cui dimora dichiarazione di domicilio, che non potrà più variare senza di lui autorizzazione, » cioè del sindaco. Invece, nella compilazione della Commissione si direbbe: « egli dovrà inoltre fare avanti il sindaco del luogo in cui dimora dichiarazione di domicilio, che non potrà variare senza conformarsi alle leggi. » Nell'uno e nell'altro articolo si vede che si è creduto importare che il venturino o l'individuo nato da genitori incerti, di cui si tratta, avesse un domicilio fisso e conosciuto. Nel primo progetto si faceva dipendere però il cambiamento di domicilio da autorizzazione, e nel secondo dal conformarsi alle leggi. Ma quali sono queste leggi alle quali bisogna conformarsi? . . .

STARA (Interrompendo). Sotto il titolo *Del domicilio*, nel Codice civile.

DEFERRARI. L'ufficio centrale si è conformato alle leggi, al Codice civile. È sembrato all'ufficio centrale che il non

permettere a questi individui di cangiare altrimenti il loro domicilio, che coll'averne il permesso dal sindaco era una cosa straordinaria, importava un gravame; quelli che non erano scritti in nessun luogo sarebbero divenuti una specie di individui addetti alla gleba, annessi a quel municipio, a quel comune, senza potersene più staccare. Ora il prendere questi individui, ed annotarli ad un comune, e fare che senza il permesso del sindaco non possano più variare il loro domicilio, è sembrata una gravezza senza motivo, senza ragione; per conseguenza questi individui, che sono pure cittadini, sono regnicoli, l'uffizio ha creduto che debbano essere regolati come tutti gli altri dal Codice civile.

ALFIERI. Io ho premura di discolparmi dall'aver voluto soggettare alla gleba questi individui, e non potrei darne miglior prova, se non leggendo l'articolo tale quale intendeva proporre fosse compilato. Io intendeva che si dicesse...
(Lo legge)

STAMA. Come ha già opportunamente avvertito il signor senatore Deferrari, la Commissione nel proporre l'articolo che viene ora in discussione non ebbe altro intendimento fuorchè quello di applicare a questi individui il diritto comune: la legge, colle prescrizioni che stiamo ventilando, non altro ci propone fuorchè di prescrivere che anche questi individui come tutti gli altri abbiano un domicilio certo, fisso, determinato. Alorchè hanno questo domicilio, essi hanno adempito al disposto di questa legge. Dal momento che hanno domicilio fisso, certo, determinato, essi rientrano nel diritto comune; e se vogliono cambiarlo, deve essere loro lecito di farlo, purchè si conformino alle leggi che regolano siffatta materia. Or bene, queste leggi che cosa prescrivono per tutti coloro che vogliono cambiare domicilio? Non altro fuorchè quello che si legge nei due articoli 67 e 68 del Codice civile.

Se uno dunque di questi individui intende di cambiare questo domicilio, potrà farlo liberamente, purchè si conformi al disposto dell'articolo 68, e dichiarare l'intenzione sua avanti al sindaco del luogo che abbandona, ed a quello del luogo dove trasferisce il suo domicilio.

In altre parole la Commissione ha voluto equiparare, agguagliare questi individui a tutti gli altri cittadini in quanto alla facoltà di poter cambiare domicilio. Invece il progetto ministeriale diceva: « Dipenderà questa facoltà dall'autorizzazione del sindaco, » che forse potrebbe arbitrarsi di concederla o non concederla, mentre che deve essere in facoltà di tutti, purchè si conformi, come dissi, al disposto degli articoli 67, 68.

PRESIDENTE. Mi pare che l'emendamento Alfieri sia pienamente conforme agli articoli...

ALFIERI. Io non avrei proposto tale emendamento se non l'avessi creduto conforme alle vigenti leggi; e siccome quest'articolo faceva nascere un'incertezza, io credeva bene di fissare la condizione del cambiamento di domicilio su basi già previste dal Codice civile.

PRESIDENTE. Non vedo difficoltà che io faccia la votazione dell'articolo.

Chi lo approva voglia alzarsi.

(È approvato.)

« Art. 92. Il rettore di un ospizio di esposti, ed il sindaco a cui fosse presentato un infante esposto, dovranno imporre al medesimo un cognome desunto dalla storia, o dai regni animale, vegetale e minerale, facendone risultare con apposito atto.

« Il cognome imposto non potrà più essere variato ».

Chi l'approva voglia alzarsi.

(È approvato.)

« Art. 93. Chiunque, dopo il termine fissato dall'articolo 90, si qualificherà colle denominazioni generiche in esso contemplate, se sarà maggiore degli anni 18, verrà considerato come vagabondo, arrestato e punito colla pena stabilita dall'articolo 452 nel Codice penale, salvo sempre il disposto dell'articolo 90. Se sarà minore degli anni 18, gli sarà applicato il disposto dall'articolo seguente. »

(È approvato.)

« Art. 94. I magistrati e tribunali, anche nel caso che ordinassero il rilascio di un minore d'anni 18 compiti, massime se si tratti d'individui che non abbiano genitori od altre persone incaricate di sorvegliarne la condotta, potranno ordinare che esso sia custodito per un tempo che determineranno, in una casa di educazione per i giovani discoli.

« Il tempo della custodia non sarà minore di tre mesi. »

(È approvato.)

« Art. 95. I giovani rinchiusi in conseguenza di tale provvedimento potranno essere per ordine dell'intendente generale fatti rilasciare anche prima che sia trascorso il termine fissato dal magistrato o tribunale, se sono reclamati da parenti o da qualche probo cittadino che ne possano garantire la condotta, a qual effetto si dispongano a passare apposita sottomissione. »

ALFIERI. Mi pare che il cambiamento fatto all'articolo 16 richiami una variazione nell'articolo 161 del progetto ministeriale che vuole che, anche nel caso che i tribunali ordinassero il rilascio del minore di anni 18, il quale non avesse parenti responsabili che rappresentassero all'intendente generale la necessità o la convenienza del rilascio.

Ora il progetto adottato dal Senato ha tolto di mezzo quel ricorso all'autorità dell'intendente; in conseguenza se prima era ammissibile che l'intendente il quale veramente ordinava l'arresto, la reclusione dell'individuo prima contemplato, avesse facoltà di liberarlo prima del tempo scaduto, prima del tempo fissato nell'ordinanza del magistrato, ora che l'intendente non interviene più nella prima parte, mi pare che non debba aver luogo il suo intervento nella seconda, cioè per cambiare quello che fu da un magistrato ordinato: e perciò se sarà richiamato dai parenti, questi ricorreranno al magistrato, ai tribunali che ordinarono la sua reclusione.

STAMA. Nel primo articolo si parla del magistrato perchè si parla di una specie di condanna, e i magistrati soli possono infliggere queste pene, se però pene si vogliono chiamare. Nel secondo caso poi è compiuto l'uffizio del tribunale; tuttavia importa che l'intendente, se l'individuo viene reclamato o da un parente o da una persona che ne riassume, veda se sia il caso di rilascio, perchè si ottiene lo scopo che la legge si proponeva con quella, direi, specie di condanna.

Perchè si fa in questo caso intervenire l'intendente? Perchè si tratta di provvedere in via economica, e tutta l'amministrazione economica sta sotto la dipendenza dell'intendenza generale, non avendo l'uffizio del magistrato più nulla a provvedere.

Nel primo caso era necessario, indispensabile l'intervento giudiziario; nel secondo caso pare più appropriata invece la autorità amministrativa, cioè dell'intendente generale.

DEMARCHELLA. È importante il favoreggiare l'uso di questa facoltà, cioè che vi sia il rilascio mediante la promessa di una terza persona la quale s'incarichi di sorvegliarne la condotta.

Proporrò perciò di sostituire alla parola *garantire* quella di *inviare*.

Quello che si prende tale carico può essere sgomentato dal

peniero ch'egli debba guarentire la condotta del giovane a rilasciarsi. Non è sempre possibile coordinare questa guarentigia. Invece la legge pare che si contenti di una vigilanza di un individuo probò, il quale sottentri a quella vigilanza che eserciterebbe la casa di educazione.

Mi pare perciò che questa parola *vigilanza* possa più facilmente allettare chi voglia disporsi alla sottomissione di cui parla l'articolo.

DES AMBROIS, relatore. Credo importante che l'attribuzione di concedere il rilascio sia data all'autorità amministrativa, perchè qui non si tratta di persone rinchiuso nelle carceri giudiziarie, ma di giovani che sono rattenuti in case di educazione, perchè si vuole migliorarli piuttosto che punirli; si tratta di stabilimenti di educazione correzionale che sono posti nella dipendenza dell'autorità amministrativa: dunque è naturale che il parente a cui si vuole dare il diritto di ritirare il suo ragazzo, quel benefico cittadino che voglia assumerne la cura, si indirizzi all'autorità amministrativa anzi che ai tribunali.

La legge si vuol fare molto stretta in quanto abbia a vincolare la libertà individuale; si vuole lasciare una latitudine massima ai parenti per richiamare i loro figliuoli sotto la tutela paterna, e la stessa latitudine si vuole applicare quando sia per una proba persona la quale si rende responsabile della condotta ulteriore di questi giovani.

Si vuole tuttavia lasciare all'intendente generale un ponderato arbitrio nel concedere un rilascio, perchè tocca a lui di apprezzare le garanzie che somministrino le persone richiedenti questi ragazzi, ed è per questo che non si lascia a drittura in facoltà dei parenti o di quelli altri probi cittadini che si presentino come patroni di ritirare i ragazzi dalla casa di educazione sua, ma si vuole che intervenga l'autorità dell'intendente generale.

La parola *guarentire* che esprimerebbe nel progetto l'obbligo da assumersi da quei cittadini pare opportuna, affinché vi sia realmente una cautela di qualche valore per parte della persona la quale, non essendo parente del ragazzo, vuole ritirarlo presso di sé. Se questa persona può rendersi in qualche modo responsabile dell'avvenire del ragazzo, è giusto che l'autorità glielo rimetta; diversamente la cosa potrebbe essere pericolosa e contraria del tutto allo scopo della legge.

DI CASTAGNETTO. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha la parola il senatore Di Castagneto.

DI CASTAGNETTO. Consentirei pienamente nell'opinione dell'onorevole preopinante, qualora l'autorità amministrativa potesse far rinchiodere anche a tempo quei ragazzi i quali per qualunque motivo debbono essere messi in una casa di educazione.

PRESIDENTE. (*Interrompendo*) Lo prego di considerare che per la reclusione di questi ragazzi si è già votato; ora si parla del rilascio.

DI CASTAGNETTO. Ed io veniva appunto al rilascio e dico che l'autorità amministrativa non avendo la facoltà di far ricoverare i ragazzi, pare a me che debbano rilasciarsi per forza della stessa autorità la quale ne ha ordinato la reclusione.

PRESIDENTE. Il senatore Alfieri ha proposto una difficoltà che nasceva dal confronto che egli faceva dell'articolo 95 coll'articolo precedente; cioè non essendosi tenuto conto della menzione fatta nell'articolo precedente della parte che avrebbe l'intendente generale, pareva almeno incongruo che l'intendente generale fosse egli autorizzato a dare quest'ordine di rilascio nei casi dall'articolo previsti.

Non ha però, per quel ch'io credo, alcuna proposizione

specifica a fare; non ha indicata quale sia l'autorità che debba provvedere. Fu perciò semplice osservazione.

ALFIERI. È un'osservazione che io faceva dal confronto di questi articoli.

I miei colleghi che risposero alla difficoltà da me proposta hanno assai maggior pratica di me in queste cose, perchè io voglia insistere troppo nel sostenere la mia proposizione.

PRESIDENTE. Pare adunque che si possa passare ai voti.

In quest'articolo havvi l'emendamento del senatore Demargherita, il quale vorrebbe sostituire alla parola *guarentire* quella di *invigilare*.

Io domando se è appoggiato.

(Non è appoggiato.)

SAULI. Io abbraccierei volentieri le dottrine spiegate dal senatore Alfieri, in quanto che questi provvedimenti mi paiono destinati ad assicurare uno stato a questi *venturini*.

E per conseguenza, siccome lo stato civile delle persone è confidato ai tribunali, perchè ad essi sono rimessi gli stati delle nascite e dei matrimoni, parmi che piuttosto all'autorità giudiziaria che all'amministrativa si dovrebbe richiamare il rilascio di colui che fu posto sotto la sua vigilanza.

PINELLI. La disposizione alla quale allude il senatore Sauli non è veramente intesa a proteggere e tutelare l'ordine pubblico contro questi individui infelici, ma bensì a porre i medesimi in uno stato migliore di quello in cui si trovassero. Per tale effetto è necessaria una dichiarazione di un magistrato la quale dimostri che queste persone sono in uno stato da necessitare che sia loro provvisto affinché non ne soffra danno la loro libertà. Ma quando il magistrato abbia usata questa sollecitudine verso costoro, e che abbia fatto per loro quanto avrebbero fatto le loro proprie famiglie, esso non ha altre sollecitudini ad usare. Inoltre il magistrato tutto al più potrebbe essere il Ministero pubblico, e questo vedrà sempre con soddisfazione che un tale individuo esca da quella condizione infelice in cui si trovava, da quella categoria di persone di cui faceva parte, ed entri in una classe affatto diversa: questa è cosa amministrativa e che non si può ascrivere all'autorità giudiziaria. Per conseguenza io manterrei la redazione quale risulta dall'articolo, non sembrandomi che vi sia veruna antinomia, antagonismo, fra quest'articolo ed il precedente.

DES AMBROIS, relatore. Domando la parola per osservare che la disposizione proposta in quest'articolo del progetto non modifica menomamente lo stato civile dell'individuo, e per conseguenza il timore che aveva l'onorevole senatore Sauli è pienamente eliminato. Qui d'altro non si tratta che di mettere un individuo vagante, e persino privo di nome, in uno stato meno pericoloso per la società e per lui medesimo. Si ricovera in un luogo dove non sia soltanto semplicemente custodito, ma anche educato. Lo Stato provvede alla sua istruzione ed al suo miglioramento morale. Se però un onesto cittadino od il padre vogliono incaricarsi dell'educazione di questo individuo, è giusto che si abbia riguardo ai diritti di padre, è giusto anche che la società si esoneri dall'aggravio della sua educazione, quando lo può confidare ad una persona onesta.

Questo credo sia unicamente il pensiero che deve predominare nelle disposizioni di cui ci occupiamo. In quanto poi all'autorità la quale abbia a provvedere, io ripeterò che qui si tratta di una casa di educazione posta sotto la dipendenza dell'autorità amministrativa.

La sola autorità amministrativa può conoscere i vizi e gli emendamenti ottenuti o possibili dall'individuo che si tratta

di rilasciare per provvedere con piena conoscenza di causa. L'autorità giudiziaria fu saviamente chiamata ad intervenire per ordinarne il deposito in una casa di educazione correzionale, ma dopo avere così provveduto non ebbe più ad occuparsene, e non ha alcuna cognizione del suo andamento; per conseguenza non è in grado di provvedere con eguale cognizione di causa sulla domanda di rilascio: il dover ricorrere ad essa per questo fine non sarebbe che un giro vizioso.

DE FORNARI. Non posso a meno che omettere un sentimento di sollecitudine per una classe d'individui che mi sembrano costituiti in una situazione ben deplorabile; perchè mentre sono appunto ancora privi di esperienza e di educazione, vengono abbandonati da tutte le persone che avrebbero potuto prendere cura di loro. S'impongono loro obbligazioni, le quali sono forse al disopra della loro portata, e se non le adempiono, si sottopongono a penalità, quale sarebbe di rinchiuderli in una casa di relegazione di discoli.

Mi pare che per questa classe di giovani vi sia una specie di patronato, e vi dovrebbe essere un istituto. Non dico al momento qual ripiego sia da adoperarsi, ma potrebbe essere soggetto di discussione, e potrebbe esser preso in considerazione tuttora dall'ufficio centrale e dal Ministero stesso. E per conseguenza io proporrei che queste considerazioni fossero rimandate all'esame speciale dell'ufficio centrale, salvo che si dia su quest'argomento qualche altra più soddisfacente spiegazione.

ALFIERI. Tre osservazioni mi pare siano a farsi a quanto venne detto dall'onorevole senatore De Fornari.

La prima e forse più radicale risposta è che il Senato ha già dato il suo voto sugli articoli, nei quali si stabilisce a quali penalità debbano andar soggetti coloro che trasgrediscono le leggi attuali.

La seconda osservazione che proporrei si è che questi giovani non sono sprovvisti della tutela per parte della società, e che quelli che si espongono ad incorrere nella penalità stabilita da questa legge sono individui ribelli alla tutela che la società diede loro nell'interesse loro proprio e nell'interesse insieme di sé stessa, qual è quello degli ospizii che sono dalla legge dichiarati tutori di coloro che non hanno parenti certi.

In terzo luogo osserverò che qui si tratta di una legge di polizia e non di una legge di assistenza, la quale potrà aver la sua opportunità, ma sarà in discussione a suo tempo.

Io desidero cooperare a ciò che sembra giusto, conveniente ed opportuno; ma l'ufficio centrale non potrebbe per sè stesso trascurarsi in patronato; quindi io credo che la proposta dell'onorevole nostro collega non possa essere accettata, ed insisterei perchè venisse ammesso l'articolo del progetto quale si trova compilato.

DE FORNARI. Osservo solamente che il voto che è stato già dato non impediya punto quello che io proponevo, cioè una supplementare disposizione o riserva, se si vuole, per cui fosse rimediato alla situazione di questi giovani che a me sembra molto difficile.

PRESIDENTE. Proposte così generiche non sono certamente argomento di votazione, per conseguenza non posso a meno, se insiste per la trasmissione alla Commissione...

DE FORNARI. Io non insisto.

PRESIDENTE. In tal caso metto ai voti l'articolo 95.

(È approvato.)

Viene il turno dell'articolo 96 che è quello stesso pel quale il Senato propose la sospensione del § 21 dell'articolo 18 di questa legge.

Quest'articolo è così concepito.

« Art. 96. Le autorità politiche promuoveranno l'arresto di tutti coloro che esercitano nascostamente case di prostituzione.

« Le donne che si abbandonano al meretricio, se non si conformano strettamente alle disposizioni che le riguardano, emanate dal Governo, nell'interesse dell'ordine e del costume pubblico ed in quello della pubblica salute, saranno parimente dalle stesse autorità fatte arrestare.

« Queste donne potranno essere, a seconda dei vari casi, ritenute in carcere per un tempo non mai maggiore di due mesi, od avviate al sifilicomico, ed ivi ritenute sino a compiuta guarigione. »

DI COLLEGGNO LUIGI. Mi rincresce d'intrattenere il Senato di quest'articolo per materia non molto soddisfacente.

Io propongo di cambiare la parola *nascostamente* in *clandestinamente*.

La clandestinità suppone una proibizione, una cosa fatta contro gli ordini stabiliti; la parola *nascostamente* non contiene quest'idea.

Si tratta di persone le quali esercitano un mestiere, dirò così in modo che non sia autorizzato.

Capisco che non si deve parlare d'autorizzazione in questa materia, ma mi pare che la parola *clandestinamente* includa, come dissi, in sé un'idea di cosa che è vietata.

STARA. L'ufficio centrale accetta.

PRESIDENTE. Tanto più che ascosamente sempre si praticano queste turpitudini. *Clandestinamente* è parola più legale.

DES AMBROIS, relatore. Osservo che occorrerebbe un altro cangiamento di parole.

Dove è detto *autorità politica* si dovrebbe dire *autorità di pubblica sicurezza* per mettersi in armonia colla dizione adottata nella discussione di altri articoli.

PRESIDENTE. Si farà anche questa sostituzione.

Se non vi ha altra osservazione per cui si richieda la divisione dei paragrafi, metterò ai voti l'articolo intero.

(È approvato.)

Adesso il Senato deve ritornare all'articolo 18, § 21, dove si enumerano i doveri degli ufficiali di pubblica sicurezza.

Tale paragrafo è così concepito: « Invigilare sui postriboli penetrandovi in ogni caso di grave sospetto. »

Chi approva questo paragrafo voglia levarsi.

(È approvato.)

Metto ora ai voti l'articolo 18 che era rimasto per questa ragione sospeso.

(È approvato.)

Si passa all'articolo 97:

« Art. 97. I libretti degli operai, i quali cangiano dimora, saranno presentati all'ufficio locale di sicurezza pubblica per esservi registrati, ed essi dichiareranno all'ufficio medesimo la propria abitazione colle mutazioni di padrone e di alloggio.

« I capi di fabbrica, gli esercenti arti e mestieri e gli impresari dovranno pure entro 15 giorni dalla data della presente legge consegnare all'autorità locale di pubblica sicurezza la nota di tutti gli operai ai quali somministrano lavoro e successivamente dovranno ogni 15 giorni consegnare la nota di quelli entrati nello intervallo al loro servizio, e di quelli usciti.

« Queste note saranno formate nel modo prescritto dai regolamenti.

« I contravventori saranno puniti con ammenda estensibile a lire 15. »

GALVAGNO, ministro dell'interno. Il Ministero crede di dover osservare che si potrebbe omettere il principio di quest'articolo dalle parole: « Gli operai che » fino alle parole « colle mutazioni di padrone e d'alloggio. »

Io credo inutile l'inserzione di questa disposizione nella presente legge, la quale derogherà bensì alle leggi generali di polizia, ma certamente non andrà tant'oltre da derogare ai regolamenti speciali sulla materia. Epperò osservo al Senato che nel regolamento degli operai o persone di servizio approvato con regio patenti del 23 gennaio 1829, all'articolo 7°, terzo alinea, sta scritto: « Nello ventiquattro ore dell'arrivo » ecc.

Quindi essendovi un regolamento speciale che provvede alle presentazioni dei libretti di un operaio che arriva in una data località in cui prima non abitava, mi pare che si possa togliere il primo alinea dell'articolo in quistione.

DES AMBROIS, relatore. La Commissione aderisce.

PRESIDENTE. Si voterà dunque l'articolo 97, togliendo il primo paragrafo e la parola *pure* nel secondo.

(L'articolo così emendato è approvato)

« Art. 98. Senza un ordine apposito o licenza dall'autorità di sicurezza pubblica non sarà lecito di fare pubblicazioni od affissioni di cartelli, avvisi, programmi, inviti e simili.

« Chi vorrà ottenere tale licenza, deve, nel chiederla, rimettere all'autorità un esemplare dell'oggetto che si vuole pubblicare.

« Sono eccettuate dalla disposizione di quest'articolo le pubblicazioni che fossero ordinate da una autorità costituita.

« Sono pure eccettuate le pubblicazioni relative unicamente ad oggetti di commercio, od annunzi di vendite o di locazioni. »

ALFIERI. Siccome quest'articolo 164, ora 98, ha stretta relazione cogli articoli 63 e 64 rimandati alla Commissione, così io credo sarebbe utile che l'articolo medesimo venisse pur esso rimandato alla Commissione acciò possasi mantenere una corrispondenza fra il disposto dei tre articoli; e così anche l'articolo seguente.

PRESIDENTE. Si propone di rimandare all'ufficio centrale questi articoli che hanno stretta correlazione cogli articoli 63 e seguenti, i quali furono già rimandati al medesimo.

DI COLLEGO LUIGI. Vorrei osservare che in questi articoli non si parla degli scritti che possono essere relativi alle funzioni religiose, i quali sogliono affiggersi sulle porte delle chiese. Faccio perciò notare questa circostanza affinché l'ufficio centrale, dovendosi occupare di tali articoli, se ne faccia carico.

PRESIDENTE. Dicendo « col permesso dell'autorità costituita, » credo che si comprenda anche questo caso, perchè l'autorità ecclesiastica è pure un'autorità costituita.

Intanto chi crede che si debbano tali articoli rimandare all'ufficio centrale, sorga.

(È approvato.)

SAULI. Io vorrei proporre un paragrafo d'aggiunta a questo articolo, il quale sarebbe concepito in questi termini:

« È vietato di scrivere sui muri con carbone ed in qualsi-

voglia maniera. Gli autori di simili scritti colti in flagrante, saranno arrestati e consegnati all'autorità giudiziaria per essere puniti in conformità degli articoli 440 e 630 del Codice penale. »

E il propongo perchè quest'articolo parla solamente di ordinare ai proprietari delle case di farli cancellare, mentre si dovrebbe vietare di scriverli.

ALFIERI. Credo che vi sia un articolo che parla di questo.

SAULI. Ho letto tutto il progetto di legge, ma non mi venne sott'occhio alcun articolo che ne parlasse.

GALVAGNO, ministro dell'interno. Non se n'è parlato perchè la difficoltà sta sempre nel poter cogliere in flagrante quelli che li scrivono, quindi il Codice penale ne fa menzione; sicuramente se l'autorità di pubblica sicurezza può coglierli, essa li consegna all'autorità giudiziaria; ma ripeto che non si è fatto di ciò menzione per la difficoltà di poterli sovrapprendere.

STARA. L'ufficio centrale non ha difficoltà di passare pure ad esame quanto propone il signor senatore Sauli.

DI POLLONE. Giacchè sono rimandati altri lavori alla Commissione, io sarei per pregare la medesima di volersi pure occupare di quanto sono per esporre; ed è che io desidererei una disposizione che tendesse a far rispettare il diritto di proprietà; sarebbe quella d'impedire che ciascheduno si faccia lecito di affiggere stampati sui muri delle case.

Ora che ogni proprietario pensa a far abbellire i suoi fabbricati, non dee esser lecito che questi vengano deturpati da tanti affissi, e che ciascuno possa a suo capriccio applicare sui muri tanti scritti senza il permesso del proprietario.

Questa disposizione credo che sia in vigore in Inghilterra.

E certamente non v'ha alcun diritto di affiggere un pezzetto qualunque di carta, senza autorizzazione del proprietario.

Credo che sarebbe materia da studiarsi dalla Commissione, e ne faccio una proposta, ove il Senato vi assenta. Sarà, credo, una cosa utilissima che si farebbe alla nostra città.

DES AMBROIS, relatore. Osserverò che per tutti i guasti recati ai fabbricati ed alle proprietà provvede il Codice penale; tuttavia l'ufficio centrale non ha difficoltà di consentire che gli sia comunicata quest'aggiunta, affinché possa meglio esaminarla.

PRESIDENTE. Si propone di rimandare all'ufficio centrale sia la proposizione Sauli, sia la proposizione Pollone. Chi l'approva, voglia sorgere.

(È approvato)

L'articolo 99 s'intende anche compreso in questa trasmissione. Veniamo all'articolo 100 in cui si cambia materia; si parla dei bagni.

Domando al Senato se vuole progredire nell'esame del progetto, ovvero rimandarlo a domani.

Molte voci. Domani! domani!

PRESIDENTE. Allora domani al tocco vi sarà seduta pubblica; e l'ordine del giorno sarà la continuazione della presente discussione.

La seduta è levata alle ore 4 3/4.